



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 3 AOUT 1901.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

2333

PROVINCE DE QUEBEC.

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Tarif des annonces dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Avis est par le présent donné que par ordre en conseil, en date du 12 juillet 1901, le tarif des annonces dans la *Gazette Officielle de Québec* a été changé, et qu'à partir de cette date, les avis, documents et annonces seront insérés aux conditions suivantes :

1ère insertion : 10 cts. par ligne au lieu de 8 cts.
2e insertion : 6 cts. par ligne au lieu de 4 cts.
Toute insertion subséquente : 4 cts. par ligne au lieu de 3 cts.

Par ordre,

JOS. DUMONT,

Sous-secrétaire de la province en office.
Québec, 13 juillet 1901. 2959

AVERTISSEMENT AUX CONSEILS MUNICIPAUX.

Le secrétaire-trésorier de chaque municipalité devra conserver en liasse les numéros de la *Gazette Officielle* qui lui seront adressés, et en donner communication à demande aux électeurs municipaux de la localité.

Bureau du Secrétaire,
Québec, 18 juillet 1901. 2953

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 3rd AUGUST, 1901.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

2334

PROVINCE OF QUEBEC.

SECRETARY'S OFFICE.

Tarif of advertisements in the *Quebec Official Gazette*.

Notice is hereby given that by order in council, dated the 12th of July, 1901, the tariff of advertisements in the *Quebec Official Gazette* has been changed, and that from and after this date, the notices, documents and advertisements will be inserted on the following terms :

1st insertion : 10 cts. per line instead of 8 cts.
2nd insertion : 6 cts. per line instead of 4 cts.
Every subsequent insertion : 4 cts. per line instead of 3 cts.

By order,

JOS. DUMONT,

Deputy Provincial Secretary in office.
Quebec, 13th July, 1901. 2960

NOTICE TO MUNICIPAL COUNCILS.

The secretary treasurer of each municipality shall be bound to file and keep of record the numbers of the *Official Gazette* which may be addressed to him, and to allow communication thereof upon demand to the municipal electors of the locality.

Secretary's Office,
Quebec, 18th July, 1901. 2954

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 13 juillet 1901, d'adjoindre à la commission de la paix, pour le district d'Arthabaska, Pierre Lefevre Bélanger, marchand, et Léandre Baril, industriel, de Sainte-Elizabeth, comté d'Arthabaska.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 23 juillet 1901, d'adjoindre à la commission de la paix, pour le district de Trois-Rivières, Achille Giguère, rentier, Edouard Journeau, boucher, John Boivin, rentier, et Achille Spénard, menuisier, tous de Shawinigan Falls.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 23 juillet 1901, de nommer M. Tancrede Boucher de Grosbois, médecin, de Roxton Falls, dans le comté de Shefford, juge de paix, en vertu des dispositions de l'article 2572, des statuts refondus de la province de Québec, avec juridiction sur le district de Bedford.

Et M. Cyrias Roy, protonotaire conjoint du district de Montmagny, de la ville de Montmagny, juge de paix, en vertu du même article, avec juridiction sur le district de Montmagny.

3089

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 23e jour de juillet 1901, d'adjoindre à la commission de la paix, pour le district de Terrebonne, Edward Graham, agent; William Munroe, cultivateur, et Joseph Wilfrid Prévost, médecin, de Sainte-Jovite, dans le comté de Terrebonne, P. Q.

3111

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 23e jour de juillet dernier, d'adjoindre à la commission de la paix, pour le district de Montmagny, MM. Eugène Bernatchez, cultivateur; George Joseph Wilfrid Pion, notaire, de la ville de Montmagny, et Amable Létourneau, marchand, de la paroisse de Saint-Thomas de Montmagny, P. Q.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 23e jour de juillet dernier, de nommer MM. Charles Joseph Séraphin Gauthier, médecin, de Saint-Ephrem d'Upton; Cléophas Améric Bernard, médecin, de Saint-Césaire, et Eugène Saint-Jacques, père, médecin, de la cité de Saint-Hyacinthe, conjointement coroner du district de Saint-Hyacinthe.

3113

Proclamation

Canada
Province de
Québec }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGTIEME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et à ch cun de vous—SALUT.

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 13th of July, 1901, to associate to the commission of the peace, for the district of Arthabaska, Pierre Lefevres Bélanger, merchant, and Léandre Baril, manufacturer, of Sainte Elizabeth, county of Arthabaska.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 23rd of July, 1901, to associate to the commission of the peace, for the district of Three Rivers, Achille Giguère, rentier, Edouard Journeau, butcher, John Boivin, rentier, and Achille Spénard, joiner, all of Shawinigan Falls.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 23rd of July, 1901, to appoint Mr. Tancrede Boucher de Grosbois, physician, of Roxton Falls, in the county of Shefford, a justice of the peace, in virtue of the provisions of article 2572, of the revised statutes of the province of Quebec, with jurisdiction over the district of Bedford.

And Mr. Cyrias Roy, joint prothonotary of the district of Montmagny, of the town of Montmagny, a justice of the peace, in virtue of the same article, with jurisdiction over the district of Montmagny.

3090

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 23rd day of July, 1901, to associate to the commission of the peace, for the district of Terrebonne, Edward Graham, agent; William Munroe, farmer, and Joseph Wilfrid Prévost, physician, of Sainte Jovite, in the county of Terrebonne, P. Q.

3112

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 23rd of July last, 1901, to associate to the commission of the peace, for the district of Montmagny, Messrs. Eugène Bernatchez, farmer; George Joseph Wilfrid Pion, notary, of the town of Montmagny, and Amable Létourneau, merchant, of the parish of Saint Thomas de Montmagny.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 23rd day of July last, to appoint Messrs. Charles Joseph Séraphin Gauthier, physician, of Saint Ephrem d'Upton; Cléophas Améric Bernard, physician, of Saint Césaire, and Eugène St. Jacques, senior, physician, of the city of Saint Hyacinthe, joint coroner of the district of Saint Hyacinthe.

3114

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec. }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, King. Defender of the Faith, &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councilors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TWENTIETH day of the month of JULY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and one, you and each of you—GREETING.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le VINGTIÈME jour du mois de JUILLET mil neuf cent un, auquel temps vous étiez tenus et l vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et la plus grande commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, JEUDI, le VINGT-NEUVIÈME jour du mois d'AOUT prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTE, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce HUITIÈME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,
L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

3117

Avis du Gouvernement

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les ventes, concessions, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 7122.

Doncaster.

Lot 16, du 9e rang, à Frs St. Aubin.
Adj. 7123.

Howard.

Lot 17, du 9e rang, à Félix Labelle.
Adj. 7124.

Morin.

Lot 25, du 6e rang, à J. B. Ouimet.
Lot 26, du 6e rang, à Alfred Renaud.

E. E. TACHÉ.

Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.

Québec, 30 juillet 1901.

3095

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de "la loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du 26e jour de juillet 1901, incorporant George Hayward Harrower, manufacturier ; Robert Andrew Dunton, notaire ; Alfred Waldorf, comptable ; Frank Gordon Roe, gérant, et Joel C. Baker, gentilhomme, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the TWENTIETH day of the month of JULY, one thousand nine hundred and one, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear ;

Now Know YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on THURSDAY, the TWENTY-NINTH day of the month of AUGUST next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed :
WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTE, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this EIGHTH day of JULY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and one, and in the first year of Our Reign.

By command,
L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Quebec.

3118

Government Notices

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 7122.

Doncaster.

Lot 16, in 9th range, to Frs St. Aubin.
Adj. 7123.

Howard.

Lot 17, in 9th range, to Félix Labelle.
Adj. 7124.

Morin.

Lot 25, in 6th range, to J. B. Ouimet.
Lot 26, in 6th range, to Alfred Renaud.

E. E. TACHE.

Deputy minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.

Quebec, 30th July, 1901.

3096

Public notice is hereby given that, under "the Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the 26th day of July, 1901, incorporating George Hayward Harrower, manufacturer ; Robert Andrew Dunton, notary ; Alfred Waldorf, accountant ; Frank Gordon Roe, manager, and Joel C. Baker, gentleman, all of the city of Montreal, for the following purposes :

(a) De faire le commerce et affaires de manufacture, d'achat, de vente et de commerce de toute sorte de chemises, blouses et vêtements pour hommes et femmes ou habillements ;

(b) D'acquérir, posséder et louer tout immeuble et ériger une manufacture ou manufactures et magasins nécessaires pour les fins des dites affaires ;

(c) Emprunter sur débiteures ou autrement, hypothéquer, aliéner les biens de la compagnie et acquérir d'autres biens en remplacement d'iceux ou en disposer autrement, sous le nom de G. H. Harrower Company, avec un fonds social de cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisé en cinq cents actions (500) de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce 29^e jour de juillet 1901.

JOS. BOIVIN,
3115 Sous-Secrétaire de la province.

AVIS

Est par le présent donné que, conformément à l'acte 54 Vict., chap. 14, le bureau des examinateurs des mesureurs de bois de la province de Québec se réunira à Québec, le 23 septembre 1901, pour l'examen des candidats qui désirent obtenir une licence de mesureur de bois.

E. E. TACHÉ,
Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.

4 juillet 1901.

2827

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoir, ou autres travaux semblables ; soit pour l'octroi d'un droit de traversée, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village ou autres municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ou concession ; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant laquelle le temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la proposition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un

(a) To carry on the trade and business of manufacturing, buying, selling and dealing in all kinds of shirts, blouses and men and women wear or clothing ;

(b) To buy, acquire, hold and lease all immovable property and erect a factory or factories and warehouses necessary for the purposes of said business ;

(c) To borrow on debentures or otherwise, to hypothecate, alienate or otherwise dispose of the property of the company and to acquire other property in replacement thereof, under the name of G. H. Harrower Company, with a total capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five hundred shares (500) of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office, of the secretary of the province of Quebec, this 29th day of July, 1901.

JOS. BOIVIN,
3116 Deputy Provincial Secretary.

NOTICE

Is hereby given that, in compliance with act the 54 Vict., chap. 14, the board of examiners of cullers of the province of Quebec shall meet at Quebec, on the 23rd September, 1901, in order to proceed to the examination of candidates desirous of obtaining license as lumber culler.

E. E. TACHÉ,
Deputy Minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.

4th July, 1901.

2828

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, proper y within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53 whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of an particular, profession or trade, or of any joint stock company the incorporation of a city, town, village, or other municipality ; the levying of any local Assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township ; the removal of the site of any county town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community ; or for making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clear and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a building

bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent une réimpression de sont déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et on sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts ou déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

2329

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législation de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de

bridge, la présentée to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE

2330

C. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turn

fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le recarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et si il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans le district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou concédant un avantage personnel ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à

pike, Road, Telegraph or Telephone Line the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act, — shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extend of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock com-

une compagnie a fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit en être annexée.

"Les bills pour incorporer des villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désire éliminer et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront rejetés par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

"Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution ou incorporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

"Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production."

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décrire que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets."

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

(b) "Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés."

L. G. DESJARDINS

2331 Greffier de l'Assemblée Législative.

Avis Divers

THE EUSTIS MINING COMPANY.

22 juillet 1901.

L'assemblée annuelle des actionnaires sera tenue à midi, mercredi, 14 août 1901, au bureau de la compagnie, à Eustis, P. Q., pour l'élection des officiers et pour la transaction d'autres affaires qui pourront légalement y être soumises.

W. E. C. EUSTIS,

Trésorier.
3091

60, rue State, Boston, Mass.

pany, or to amend such act of incorporation, and on three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

When any bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bill Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway-turnstile road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed hereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets:

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter; and the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

(b) "A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

L. G. DESJARDINS,

2332 Clerk of the Legislative Assembly

Miscellaneous Notices

THE EUSTIS MINING COMPANY.

22nd July, 1901.

The annual meeting of the shareholders will be held at noon, on Wednesday, 14th August, 1901, at the office of the company, in Eustis, P. Q., for the election of officers and for the transaction of any other business that may legally come before it.

W. E. C. EUSTIS,

Treasurer.
3092

60, State street, Boston, Mass.

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
No 3254.

Dame Georgiana Desrosiers dit Lafrenière, de la ville et du district de Joliette, épouse commune en biens de Stanislas Galèze dit Léveillé, boulanger, du même lieu, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit mari.

J. M. TELLIER,
Avocat et procureur de la demanderesse.
Joliette, 29 juillet 1801. 3099

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
No 3255.

Dame Cordélia Gauthier dit Landreville, de la ville et du district de Joliette, épouse commune en biens de J. Arsène Charland, commis-marchand, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari.

J. M. TELLIER,
Avocat et procureur de la demanderesse.
Joliette, 29 juillet 1901. 3101

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No 52.

Dame Aurélie alias Adèle Tousignan, épouse commune en biens de Stanislas Tellier, cultivateur, de la paroisse de Saint-Eusèbe de Stanford,

Demanderesse ;

vs.

Le dit Stanislas Tellier, du même lieu,
Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingtième jour d'avril 1901.

HECTOR GAUDET,
Procureur de la demanderesse.
Daté ce 29 avril 1901. 3127

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
No 292.

Dame Virginie Blondin, de la paroisse de Sainte-Scholastique, dit district, épouse commune en biens de Dieudonné Boucher, cultivateur, du même lieu, et la dite Virginie Blondin, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse

vs.

Dieudonné Boucher, cultivateur, du dit lieu de Sainte-Scholastique, dit district, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le onzième jour de juillet mil neuf cent un.

J. A. ETHIER,
Avocat de la demanderesse.
Sainte Scholastique, 11 juillet 1901. 2969-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2407.

Dame Marie-Louise Martel a, ce jour, intenté une action en séparation de biens à son époux, Arcade Carreau, commis marchand, de Montréal.

RENAUD & BOISSONNAULT,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 7 mai 1901. 2985-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1623.

Dame Elisabeth Latreille a, ce jour, institué une action en séparation de biens à son époux, Antoine Roy, gentilhomme, de Montréal.

RENAUD & BOISSONNAULT,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 9 juillet 1901. 2987-3

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
No. 3254.

Dame Georgiana Desrosiers dit Lafrenière, of the town and district of Joliette, wife common as to property of Stanislas Galèze dit Léveillé, baker, of the same place, has, this day, instituted an action in separation as to property against her said husband.

J. M. TELLIER,
Attorney for plaintiff.
Joliette, 29th July, 1801. 3100

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
No. 3255.

Dame Cordélia Gauthier dit Landreville, of the town and the district of Joliette, wife common as to property of J. Arsène Charland, clerk, of the same place, has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband.

J. M. TELLIER,
Attorney for plaintiff.
Joliette, 29th July, 1901. 3102

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court*
No. 52.

Aurélien alias Adèle Tousignan, wife common as to property of Stanislas Tellier, farmer, of the parish of Saint-Eusèbe de Stanford,

Plaintiff ;

vs.

The said Stanislas Tellier, of the same place,
Defendant.
An action in separation de biens have been instituted in this cause, the twentieth day of April, 1901.

HECTOR GAUDET,
Attorney for plaintiff.
Dated this 29th April, 1901. 3128

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*
No. 292.

Dame Virginie Blondin, of the parish of Sainte-Scholastique, said district, wife common as to property of Dieudonné Boucher, farmer, of the same place, and the said Virginie Blondin, duly authorized to appear in judicial proceedings,

Plaintiff ;

vs.

Dieudonné Boucher, farmer, of the said place Sainte-Scholastique, said district, Defendant.
An action for separation of property has been instituted in this cause, on the eleventh day of July, one thousand nine hundred and one.

J. A. C. ETHIER,
Attorney for plaintiff.
Sainte Scholastique, 11th July, 1901. 2970

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2407.

Dame Marie Louise Martel has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband, Arcade Carreau, of Montreal, clerk.

RENAUD & BOISSONNAULT,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 7th May, 1901. 2986

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1623.

Dame Elisabeth Latreille has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband, Antoine Roy, of Montreal, gentleman.

RENAUD & BOISSONNAULT,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 9th July, 1901. 2988

Province de Québec,
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No 58.

Malvina Poudrette, de la cité de Saint-Hyacinthe,
district de Saint-Hyacinthe, épouse d'André
Bourgeois, journalier, du même lieu, et dûment
autorisée à ester en justice aux fins des présentes,
Demanderesse ;

vs.

Le dit André Bourgeois, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée,
ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

V. ERNEST FONTAINE,

Avocat de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 2 juillet 1901. 2907-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1559.

Dame Caroline (alias Carrie), Wheatly Shearer
Nicholson, de la cité et du district de Montréal,
épouse de William Whitehead, ci-devant du
même lieu, pharmacien, maintenant résidant à
Winnipeg, dans la province de Manitoba,
Demanderesse ;

vs.

Le dit William Whitehead, Défendeur.
Une action et demande en séparation des biens
en cette cause a été instituée par la demanderesse.

McGOUN & ENGLAND,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 2 juillet 1901. 2841-5

Avis est par le présent donné que, sous un mois
après la dernière publication de cet avis, dans la
Gazette Officielle de Québec, une demande sera faite à
Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil,
pour obtenir une charte d'incorporation par lettres
patentes, en vertu des dispositions de la loi cor-
porative des compagnies à fonds social, constituant
les réquerants et telles autres personnes qui pour-
ront devenir actionnaires de la compagnie proposée,
en corps politique et incorporé, sous le nom et dans
les buts ci-après mentionnés :

1. Le nom de la Compagnie sera "The Three
Rivers Gas, heating and power Company."

2. Les fins pour lesquelles une charte est de-
mandée, sont :

(a) Manufacturer, fournir, vendre et disposer de
gaz, gasoline et acétylène pour les fins de l'éclairage
ou du chauffage, et autres fins auxquelles ils peuvent
être appliquées ;

(b) Faire le commerce, manufacturer et rendre
vendables, et vendre ou autrement disposer du char-
bon de bois, goudron de houille, bitume, asphalte,
liqueur ammoniacale, et autres résidus provenant ou
tirés des matériaux employés dans la manufacture
du gaz ;

(c) Acquérir, manufacturer, construire, disposer,
ériger, maintenir et exploiter toutes usines pour
contenir, recevoir et purifier le gaz, la gasoline et
l'acétylène, et tous autres bâtiments et usines, cons-
tructions, appareils, compteurs, tuyaux, accessoires,
fournitures et machines nécessaires ou opportuns
en rapport avec le dit commerce ;

(d) Acquérir par achat, permis ou autrement, et
employer, louer, vendre, permettre ou autrement
disposer de toute invention ou lettres patentes, ou
de tout droit d'utiliser ou employer toutes inven-
tions se rapportant à la production, manufacture ou
fourniture du gaz pour l'éclairage ou le chauffage,
ou tout résidu provenant de ces derniers ;

(e) Acquérir et exploiter les usines, fonds, pro-
priété, franchises, biens et affaires de toute personne,
compagnie, cité, ville, municipalité ou village, in-
corporés ou non, autorisés à exploiter toute indus-
trie comprise dans les dispositions de cet acte, ou
conclure un arrangement pour telles fins ou s'y rat-
tachant, et se charger des dettes de telle personne,
compagnie, cité, ville, municipalité ou village à
cette fin, et acquérir, garder ou disposer du tout ou

Province of Quebec,
District of Saint-Hyacinthe. } *Superior Court.*
No. 58.

Malvina Poudrette, of the city of Saint Hyacinth,
district of Saint Hyacinth, wife of André Bour-
geois, laborer, of said city, and duly authorized
to ester en justice hereto,

Plaintiff ;

vs.

The said André Bourgeois, Défendeur.
An action in separation as to property has been
instituted, this day, by the plaintiff against the
defendant.

V. ERNEST FONTAINE,

Attorney for plaintiff.

Saint Hyacinth, 2nd July, 1901. 2908

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No 1559.

Dame Caroline (or Carrie) Wheatly Shearer Nichol-
son, of the city and district of Montreal, wife of
William Whitehead, heretofore of the same place,
druggist, now residing in Winnipeg, in the pro-
vince of Manitoba,

Plaintiff ;

vs.

The said William Whitehead, Défendeur.
An action in separation of property herein has
been instituted by plaintiff.

McGOUN & ENGLAND,

Attorneys for plaintiff

Montreal, 2nd July, 1901. 2842

Notice is hereby given that, within one month
after the last publication of this notice, in the *Quebec
Official Gazette*, application will be made to His
Honor the Lieutenant-Governor in council, for a
charter of incorporation by letters patent, under the
provisions of the joint stock companies incorpora-
tion act, constituting the applicants and such other
persons as may hereafter become shareholders in
the proposed company, a body politic and corporate,
under the name and for the purposes hereinafter
mentioned :

1. The name of the company is to be "The Three
Rivers Gas, heating and power Company."

2. The purposes for which incorporation is
sought, are :

(a) To manufacture, supply, sell and dispose of
gas, gasoline and acetylene for the purposes of light or
heat, and for any other purpose for which the same
may be used ;

(b) To deal with, manufacture and render saleable,
and sell or otherwise dispose of coke, coal-tar, pitch,
asphaltum, ammoniacal liquor, and other residual
products arising or to be obtained from the materials
used in the manufacture of gas ;

(c) To acquire, manufacture, construct, lay, erect,
maintain and operate all works for holding, receiving
and purifying gas, gasoline and acetylene, and all
other buildings and works, structures, apparatus,
meters, pipes, appliances, fittings supplies and ma-
chinery necessary or advisable in connection with the
said business ;

(d) To acquire by purchase, license or otherwise,
and use, lease, sell, license or otherwise dispose of any
invention or letters patent, or any right to use, or
employ any inventions in connection with the pro-
duction, manufacture or supply of heating and
illuminating gas or any of the residual products
thereof ;

(e) To acquire and operate the works, stock, pro-
perty, franchises, assets and business of any person,
company, city, town, municipality or village, and
whether incorporated or not, authorized to carry on
any business comprised in the objects of this Act, or
enter into any arrangement for such purpose or in
connection therewith, and for assuming the liabilities
of such person, company, city, town, municipality or
village in respect thereof, and acquire, hold or dispose

d'une partie des actions, débentures, et valeurs de telle personne, compagnie, cité, ville, municipalité ou village, avec lesquels la compagnie a conclu un arrangement ou passé un contrat ;

(f) Construire des fourneaux, four à charbon de bois, tramways, quais, jetées, bureaux et tous bâtiments nécessaires, et acheter, louer, construire et réparer des vaisseaux à vapeur et autres pour les fins de la compagnie ;

(g) Accorder des permis à toute personne, compagnie ou corporation municipale, les autorisant à se servir de tout brevet, permis ou droit en possession de ou appartenant à la compagnie, et d'en recevoir le paiement soit en espèces ou en obligations ou débentures ou en actions pleinement acquittées du capital-actions de toute telle autre compagnie ou corporation, et devenir pour autant un actionnaire dans toute telle compagnie ;

(h) Exercer l'industrie de manufacturiers, négociants et entrepreneurs pour la vente l'achat et l'échange de bees de lampes à gaz, à l'huile ou de lampes électriques, et de lampes en général de toutes sortes et descriptions, ainsi que tous articles s'y rattachant, soit seuls ou en rapport avec d'autres articles et produits, ou de quelque manière que ce soit, et de toutes matières qui sont ou peuvent être employées dans la manufacture d'aucun des articles ou produits ci-haut mentionnés, et en général manufacturer, acheter, vendre, échanger et faire le commerce des dits articles, ou de chacun ou d'aucun d'eux, et de toutes matières ou substances employées ou qui peuvent être employées dans la manufacture et la production de chacun ou d'aucun des dits articles ;

(i) Emprunter ou prélever de l'argent pour toutes les fins de la compagnie, et afin de garantir cet argent ainsi que l'intérêt, hypothéquer ou grever l'entreprise ou tout ou partie de la propriété que possède la compagnie, ou qu'elle acquerra, et créer, émettre, faire, tirer, accepter et négocier des obligations, lettres de charge, billets à ordre ou effets négociables ;

(j) Exercer toutes ou partie des industries ci-dessus comme parties principales ou comme agents pour toute autre personne, maison de commerce, association ou compagnie, et s'occuper de toutes affaires se rattachant aux objets susdits, ou propres à les atteindre.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera en la cité des Trois-Rivières, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social sera de \$250,000.00, divisé en 2,500 parts de \$100.00 chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : William Joseph Poupore, contracteur, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario ; David Russell, marchand, de la cité de Saint-Jean, dans la province du Nouveau-Brunswick ; Michael Patrick Davis, contracteur, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario ; James Charles Malone, marchand, de la cité des Trois-Rivières, dans la province de Québec, et James H. Doody, commerçant, de la cité de Saint-Jean, dans la province du Nouveau Brunswick.

William Joseph Poupore, David Russell et Michael Patrick Davis seront les premiers directeurs de la dite compagnie, et sont tous trois sujets britanniques.

TOURIGNY & BUREAU,

Procureurs des requérants.

Trois-Rivières, 8 juillet 1901.

2893-4

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, les requérants s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes les constituant et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires, en corps politique et incorporé, sous le nom de "The Strathcona Rubber Company".

Le but pour lequel l'incorporation de la compagnie est demandée est : de manufacturer des vêtements,

of the whole or any part of the shares, debentures, and securities of such person, company, city, town, municipality or village, with which the company has entered into an arrangement or contract ;

(f) To construct furnaces, coke ovens, tramways, wharfs, docks, offices and all necessary buildings, and purchase, hire, build and repair steam and other vessels for the purpose of the company ;

(g) To grant licenses to any person, company or municipal corporation to use any patent, license or right held and owned by the company, and to receive payment therefor, either in cash or in bonds or debentures or in fully paid-up shares of the capital stock of any other such company or corporation, and to become to such extent a shareholder in any such company ;

(h) To carry on the business of manufacturers of dealers in, and contractors for the sale, purchase and exchange of gas, oil and electric light burners, and burners generally of all kinds and descriptions, as well as all related articles, either alone or in connection with other articles and products, or in any way whatever, and of all materials which are or may be used in the manufacture of any of the above mentioned articles or products, and generally to manufacture, buy, sell, exchange and deal in the said articles, or any or either of them, and all materials or substances used or which may be used in the manufacture and production of each or any of said articles ;

(i) To borrow or raise money for any of the purposes of the company, and to secure the same and interest, to mortgage or charge the undertaking or all or any part of the property present or to be acquired of the company, and to create, issue, make, draw, accept and negotiate bonds, bills of exchange, promissory notes or negotiable instruments ;

(j) To carry out all or any part of the foregoing objects as principals or agents or in conjunction with any other person, firm, association or company, and to do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects.

3. The chief place of business of the said company is to be at the city of Three Rivers, in the province of Québec.

4. The amount of capital stock is to be \$250,000.00, divided into 2,500 shares of \$100.00 each.

5 The names in full, and the address and calling of each of the applicants are as follows : William Joseph Poupore, contractor, of the city of Ottawa, in the province of Ontario ; David Russell, merchant, of the city of Saint John, in the province of New Brunswick ; Michael Patrick Davis, contractor, of the city of Ottawa, in the province of Ontario ; James Charles Malone, merchant, of the city of Three Rivers, in the province of Québec, and James H. Doody, trader, of the city of Saint John, in the province of New Brunswick.

William Joseph Poupore, David Russell and Michael Patrick Davis who are all british subjects, are to be the first directors of the said company.

TOURIGNY & BUREAU,

Attorneys for applicants.

Three Rivers, 8th July, 1901.

2894

Public notice is hereby given that, within one month from the last publication hereof, His Honor the Lieutenant Governor in council will be petitioned for letters patent constituting the petitioners and such other persons as may become shareholders, a body corporate and politic, under the name of "The Strathcona Rubber Company".

The company's incorporation is sought : for the purpose of manufacturing clothing, of clothing,

vêtements cirés, vêtements en caoutchouc et toute sorte d'articles en caoutchouc, avec sa principale place d'affaires dans la cité de Montréal.

Le fonds social de la compagnie sera de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Les requérants sont : Eleazer L. Rosenthal, manufacturier ; Aristide M. Joncas, commis ; Joshua Rosenthal, commis ; James Crankshaw, avocat, et William Campbell, manufacturier, tous des cité et district de Montréal, lesquels sont tous sujets anglais.

Les dits Eleazer L. Rosenthal, Aristide M. Joncas et Joshua Rosenthal seront les premiers directeurs de la dite compagnie.

JAS. CRANKSHAW,

Procureur des requérants.

Montréal, 25 juillet 1901. 3083-2

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE LOTBINIERE.

Aux citoyens et habitants de la municipalité locale de la paroisse Saint-Jean Deschailons, et de la municipalité du village de Deschailons.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, par moi, soussigné, Louis Lemay, secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté de Lotbinière, résidant en la paroisse Sainte-Croix :

Que le dit conseil, à sa session générale, tenue le douzième jour du mois de juin dernier 1901, a passé à l'unanimité, une résolution ayant pour objet, d'adjoindre au village de Deschailons, pour les fins municipales, cette partie du territoire de la municipalité de la paroisse Saint-Jean Deschailons, qui reste encore, depuis l'érection religieuse civile et municipale, de la paroisse Saint-Jacques de Parisville.

Laquelle résolution ainsi passée, à la réquisition et requête d'un grand nombre d'intéressés, se lit comme suit :

En conséquence, M. Paquet, appuyé par M. Parrot, propose :

Que les conclusions de la dite requête soient accordées, à toutes fins que de droit ; et qu'à l'avenir, le reste du territoire faisant ci-devant partie du territoire de la dite municipalité de la paroisse Saint-Jean Deschailons, fera partie à l'avenir de la municipalité du village de Deschailons, sitôt que la présente résolution sera approuvée par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, en conseil, et qu'elle aura été après cette approbation, publiée par deux insertions, dans la *Gazette Officielle* de la province de Québec, dans un ou deux papiers nouvelles, et par un avis public donné suivant la loi municipale, dans les quinze jours qui suivront la réception de la dite approbation ; et que les frais soient taxés à la somme de cinq piastres et vingt-cinq cents.

Adopté.

(Signé), JOSEPH LARUE,

Préfet.

LS. LEMAY,

Secrétaire-Trésorier.

Certifié conforme à l'original.

La dite résolution a été approuvée par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par un arrêté en date du treize juillet courant.

LS. LEMAY,

Secrétaire-trésorier.

Sainte-Croix, 19 juillet 1901. 3007-2

Par ordre des directeurs de la compagnie du chemin de fer Châteauguay et Nord, une assemblée spéciale générale des actionnaires de la dite compagnie est par le présent convoquée au principal bureau de la compagnie, 185, rue Saint-Jacques, dans la cité de Montréal, mardi, le 20^e jour d'août prochain 1901, à midi, dans le but d'autoriser les directeurs à émettre tous les bons ou débentures ou parties d'iceux que la compagnie est autorisée à émettre

rubber clothing and all kinds of rubber goods, with its chief place of business in the city of Montreal.

Its capital stock will be \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

The petitioners are : Eleazer L. Rosenthal, manufacturer ; Aristide M. Joncas, clerk ; Joshua Rosenthal, clerk ; James Crankshaw, advocate, and William Campbell, manufacturer, all of the city and district of Montreal, and all british subjects.

The said Eleazer L. Rosenthal, Aristide M. Joncas and Joshua Rosenthal being the first directors of the said company.

JAS. CRANKSHAW,

Attorney for petitioners.

Montreal, 25th July, 1901. 3084

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF LOTBINIERE.

To the citizens and inhabitants of the municipality of the parish of Saint Jean Deschailons, and of the municipality of the village of Deschailons.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, by me, the undersigned, Louis Lemay, secretary treasurer of the municipal council of the county of Lotbinière, residing in the parish of Sainte Croix :

That the said council, at its general meeting, held on the twelfth day of the month of June last, 1901, passed unanimously a resolution having for its object to annex to the village of Deschailons, for municipal purposes, that part of the territory of the municipality of the parish of Saint Jean Deschailons, which remains yet, after the canonical, civil and municipal erection of the parish of Saint Jacques de Parisville.

Which resolution thus passed, at the request and instance of a large number of interested parties, reads as follows :

Accordingly, Mr. Paquet, seconded by Mr. Parrot, proposes :

That the conclusions of the said petition be granted, to all legal intents and purposes, and that, in future, the remainder of the territory forming heretofore part of the territory of the said municipality of the parish of Saint Jean Deschailons, shall henceforth form part of the municipality of the village of Deschailons, as soon as the present resolution shall be approved by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, in council, and shall, after the said approval, have been published, by two insertions, in the *Official Gazette* of the province of Quebec, in one or two newspapers, and by a public notice given according to the municipal law, within the fifteen days following the receipt of the said approval ; and that the costs be taxed at the sum of five dollars and twenty-five cents.

Carried.

(Signed) JOSEPH LARUE,

Warden.

LS. LEMAY,

Secretary Treasurer.

Certified as conformable to the original.

The said resolution has been approved by the Lieutenant Governor in council, by order in council, dated the thirteenth of July instant.

LS. LEMAY,

Secretary treasurer.

Sainte Croix, 19th July, 1901. 3008

By order of the directors of the Châteauguay and Northern Railway Company, a special general meeting of the shareholders of said company is hereby called to take place at the company's head office, 185, Saint James street, in the city of Montreal, on Tuesday, the 20th day of August next, 1901, at twelve o'clock noon, for the purpose of authorizing the directors to issue all or part of the bonds or debentures which the company is empower-

en vertu de son acte d'incorporation et ses amendements, et la garantie d'iceux par l'exécution d'un acte d'hypothèque aux fidéi commissaires sur toute la propriété, actif, rentes et revenus de la compagnie, présent ou futur, ou en autant que la dite assemblée peut décider. Aussi dans le but d'autoriser les directeurs à émettre ou accorder des actions payées sur le fonds social de la dite compagnie, tel que pourvu dans sa charte, jusqu'à un montant qu'il sera jugé avantageux par la dite assemblée. Aussi dans le but d'autoriser les directeurs à louer à la compagnie du chemin de fer Grand Nord du Canada toute l'entreprise de la compagnie ou partie d'icelle. Aussi dans le but de ratifier et confirmer tous actes, contrats, conventions ou obligations passés par la compagnie ayant rapport aux dites affaires. Et dans le but de faire ou autoriser tous tels autres actes qui peuvent être jugés à propos de faire ou autoriser par la dite compagnie en rapport aux dites affaires.

J. P. MULLARKEY,
Secrétaire
3009-2

Montréal, 15 juillet 1901.

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re E. Lepage & Cie, Montréal, Insolvable.
Un premier dividende a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 19 août 1901.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint-Jacques.
Montréal, 27 juillet 1901. 3109

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re C. J. Grenier, Montréal, Insolvable.
Un premier et dernier dividende sur le produit des immeubles a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 19 août 1901.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint Jacques,
Montréal, 3 août 1901. 3097

Canada }
Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 385. }
Reginald A. Smith, Demandeur ;

vs
George A. Manning (Johnville). Défendeur et failli.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au vingtième jour d'août 1901, après laquelle date les dividendes seront payables dans notre bureau, 125, rue Wellington, Sherbrooke.

C. MILLIER,
J. J. GRIFFITH,
Curateurs conjoints.

Sherbrooke, 31 juillet 1901. 3131

ed to issue under its act of incorporation and amendments thereto, and the securing of the same by the execution of a mortgage deed to trustees upon the whole of the property, assets, rents and revenues of the company, present or future, or so much thereof as the said meeting may decide. Also for the purpose of authorizing the directors to issue and allot paid up shares in the capital stock of said company, as provided for in its charter, to such an amount as shall be deemed expedient by the said meeting. Also for the purpose of authorizing the director to lease to the Great Northern Railway Company of Canada the whole, or part, of the company's undertaking. Also for the purpose of ratifying and confirming all deeds, contracts, agreements or obligations executed by the company having reference to said matters. And for the purpose of doing or authorizing all such other acts as may be considered advisable to be done or authorized by the said meeting in respect of said matters.

J. P. MULLARKEY,
Secretary.
3010

Montreal, 15th July, 1901.

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re E. Lepage & Co., Montreal, Insolvent.
A first dividend has been prepared and will be payable at our office, on or after the 19th August, 1901.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street.
Montreal, 27th July, 1901. 3110

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re C. J. Grenier, Montreal, Insolvent.
A first and final dividend on the proceeds of the immoveable property has been prepared and will be payable at our office, on or after the 19th August, 1901.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street,
Montreal, 3rd August, 1901. 3098

Canada }
Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 385. }
Reginald A. Smith, Plaintiff ;

vs
George A. Manning (Johnville). Defendant and Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the twentieth day of August, 1901, after which date dividends will be payable at our office, 125, Wellington street, Sherbrooke.

C. MILLIER,
J. J. GRIFFITH,
Joint curators.

Sherbrooke, 31st July, 1901. 3132

Province de Québec,
District de Montréal.
No 89.

Cour Supérieure.

In re Dame Caroline Lelièvre, épouse séparée en biens de Prosper Massicotte, et faisant affaires seule sous les nom et raison sociale de P. Massicotte & Cie, Insolvable.

Un 1er et final dividende a été préparé et sera payable à nos bureaux, No 180, rue Saint-Jacques, le ou après le 19 août 1901.

Toute contestation à ce dividende doit nous être déposée à nos bureaux avant la date sus-mentionnée.

P. J. CHARTRAND,
PAUL LS TURGEON,
Curateurs conjoints.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
180, rue Saint-Jacques.
Montréal, 3 août 1901.

3135

AVIS DE CESSON VOLONTAIRE.

In re Honoré Thauvette, de Saint-Lazare.

Le sus-nommé nous a fait cession de ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Toutes réclamations doivent être filées à notre bureau, d'ici à 15 jours, afin d'assurer leur collocation sur le bordereau de dividende.

CHARTRAND & TURGEON,
Cessionnaires.

Bureau : 180, rue Saint-Jacques,
Montréal, 27 juillet 1901.

3093

Province de Québec,
District de Rimouski.

Cour Supérieure.

Avis est par le présent donné que Evariste Soucy, marchand, de Rimouski, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 25 de juillet 1901, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Rimouski, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 31 juillet 1901.

3125

Province de Québec,
District de Rimouski.

Cour Supérieure.

Dans l'affaire de J. C. Gagnon, marchand, Sainte-Flavie, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date du 29 juillet 1901, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi, dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 31 juillet 1901.

3121

Province de Québec,
District de Beauce.

Cour Supérieure.

Dans l'affaire de Fortuna Veulleux, marchand, Saint-François, Beauce, Insolvable.

Un deuxième et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 19 d'août 1901, après laquelle date ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 31 juillet 1901.

3119

Province de Québec,
District de Rimouski.

Cour Supérieure.

Avis est par le présent donné que Dionne & Cie., de Saint-Moïse, marchands, ont fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, le 27

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 89.

Superior Court.

In re Dame Caroline Lelièvre, separated wife as to property of Prosper Massicotte, carrying on business under the name and style of P. Massicotte & Co., Insolvents.

A 1st and final dividend has been prepared and will be payable at our offices, 180, Saint James street, on or after the 19th August, 1901.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

P. J. CHARTRAND,
PAUL LS TURGEON,
Joint curators.

Office of Chartrand & Turgeon,
180, Saint James street.
Montreal, 3rd August, 1901.

3136

NOTICE OF VOLUNTARY ASSIGNMENT.

In re Honoré Thauvette, of Saint Lazare.

The above named has made to us an assignment of his estate and effects for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office, within 15 days from this date, to ensure their collocation for dividend.

CHARTRAND & TURGEON,
Assignees.

Office : 180, Saint James street.
Montreal, 27th July, 1901.

3094

Province of Quebec,
District of Rimouski.

Superior Court.

Notice is hereby given that Evariste Soucy, of Rimouski, merchant, has, on the 25th of July, 1901, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the protonotary's office of the superior court for the district of Rimouski, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ontario Nav. Co., Building.
Quebec, 31st July, 1901.

3126

Province of Quebec,
District of Rimouski.

Superior Court

In the matter of J. C. Gagnon, merchant, Sainte-Flavie, Insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the court, dated 29th July, 1901, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me, within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 31st July, 1901.

3122

Province of Quebec,
District of Beauce.

Superior Court.

In the matter of Fortuna Veulleux, merchant, Saint François, Beauce, Insolvent.

A second and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 19th August, 1901, after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 31st July, 1901.

3120

Province of Quebec,
District of Rimouski.

Superior Court.

Notice is hereby given that Dionne & Co., of Saint Moïse, merchants, have, on the 27th of July, 1901, made a judicial assignment of their property

juillet 1901, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Rimouski, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 31 juillet 1901.

3123

Licitation

LICITATION.

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
No. 736.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Beauharnois, dit district, le 28^{ième} jour de juin 1901, dans une cause où Joseph Dagenais, journalier, de la paroisse de Saint-Malachie d'Orstown, est demandeur, et Dame Sophie Guérin, épouse de Pierre Petelle, du même lieu, tant personnellement qu'en sa qualité de tutrice conjointement avec le dit Pierre Petelle, aux enfants mineurs issus de son mariage avec feu Paul Dagenais, en son vivant cultivateur, du même lieu, et le dit Pierre Petelle, autorisant sa dite épouse à l'effet des présentes en autant qu'elle est personnellement en cause, et Alfred Dagenais, aussi du même lieu, sont défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble décrit comme suit : Un lot de terre connu et désigné sous le No 979, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Malachie d'Orstown, contenant cent arpents en superficie—avec les bâtisses dessus construites.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le SIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, cour tenante, dans la salle d'audience au palais de justice, en la ville et le district de Beauharnois ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé pour la vente, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

BROSSOIT & BROSSOIT,
Procureurs du demandeur.

Beauharnois, 9 juillet 1901. 2857-2
[Première publication, 13 juillet 1901.]

Ratification

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re La corporation du village de Dorion, corps politique et incorporé, ayant son bureau d'affaires au dit village de Dorion, district de Montréal,

Requérant ratification de titre ;
et

Damase Leroux, agent des héritiers Proulx, et tuteur de Demoiselle Florence Leroux, sa fille, Dame Elizabeth Lalonde, épouse du dit Damase Leroux, et faisant affaires sous la raison sociale de "D. Leroux & Cie.", Napoléon Proulx, employé civique, Olivier Proulx, commis voyageur, et Dame Louise Chaput, veuve de Edouard Proulx, tous de la cité de Montréal, dit district,

for the benefit of their creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Rimouski, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu and Ontario Nav. Co. Building.
Québec, 31st July, 1901. 3124

Licitation

LICITATION.

Province of Quebec. }
District of Beauharnois } *Superior Court.*
No. 736.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Beauharnois, said district, on the 28th of June 1901, in a cause in which Joseph Dagenais, laborer, of the parish of Saint Malachie d'Orstown, is plaintiff, and Dame Sophie Guérin, wife of Pierre Petelle, of the same place, as well personally as in her quality of tutrix jointly with the said Pierre Petelle, to the minor children issue of her marriage with the late Paul Dagenais, in his lifetime farmer, of the same place, and the said Pierre Petelle, authorizing his said wife for the purposes hereof in so far as she is personally in the suit, and Alfred Dagenais, also of the same place, are defendants, ordering the licitation of a certain immovable described as follows : A lot of land known and described as No. 979, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Malachie d'Orstown, containing one hundred arpents in area—with the buildings thereon erected.

The property above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the SIXTH day of SEPTEMBER next, sitting the court, in the court room of the court house in the town of Beauharnois, district of Beauharnois ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed for the sale, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

BROSSOIT & BROSSOIT,
Attorneys for plaintiff.

Beauharnois, 9th July, 1901. 2858
[First published, 13th July, 1901].

Ratification

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re The corporation of the village of Dorion, a body politic and corporate, having its principal place of business at the said village of Dorion, district of Montreal,

Petitioner for confirmation of title ;
and

Damase Leroux, agent of the heirs Proulx, and tutor of Miss Florence Leroux, his daughter, Dame Elizabeth Lalonde, wife of said Damase Leroux, and doing business under the firm name of "D. Leroux & Co.", Napoléon Proulx, civic employee, Olivier Proulx, commercial traveller, and Dame Louise Chaput, widow of Edouard Proulx, all of the city and district of Montreal,

Antoine Lefebvre, notaire public, et Dame Alix alias Alice Proulx, son épouse, tous deux de la ville de Lachine, et Honoré Thauvette, marchand, de la paroisse de Saint-Lazare, comté de Vaudreuil, dit district,

Propriétaires expropriés.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé, ce jour, au greffe du protonotaire de la cour supérieure du district de Montréal, une sentence arbitrale rendue à Montréal, le 16 mai 1899, par Joseph Leduc, François de Sales Bastien et John L. Brodie, arbitres dûment nommés dans les procédures en expropriation prises par la dite corporation de l'immeuble connu et désigné sur le plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil, dans le comté de Vaudreuil, sous le numéro deux cent quatre-vingt-douze (292), et en la possession des dites parties expropriées comme propriétaires pendant les trois dernières années ; et qu'il a également été déposé avec la dite sentence une somme de deux cent quatre-vingt-quatre dollars, couvrant l'indemnité accordée par les dits arbitres aux dits propriétaires, avec six mois d'intérêt ; et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur le dit immeuble immédiatement avant l'enregistrement de la dite sentence, par laquelle le dit immeuble a été acquis par la dite corporation, sont averties qu'il sera présenté à la dite cour, division de pratique, le onze septembre prochain, au palais de justice, à Montréal, à dix heures et demie A. M., une demande en ratification de titre ; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient celles que le registraire est tenu, par les dispositions du code de procédure civile, de mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

BEIQUÉ, LAFONTAINE,

TURGEON & ROBERTSON,

Avocats de la requérante.

Montréal, 18 juillet 1901.

3129

[Première publication, 3 août 1901.]

Antoine Lefebvre, notary public, and Dame Alix alias Alice Proulx, his wife, both of the town of Lachine, and Honoré Thauvette, merchant, of the parish of Saint Lazare, in the county of Vaudreuil, said district,

Proprietors expropriated.

Notice is hereby given that there has, this day, been lodged in the office of the prothonotary of the superior court, of the district of Montreal, an award of arbitrators rendered at Montreal, on the 16th May, 1899, by Joseph Leduc, François de Sales Bastien and John L. Brodie, arbitrators duly appointed in the expropriation proceeding taken by said corporation of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Michel de Vaudreuil, in the county of Vaudreuil, under number two hundred and ninety-two (292), and possessed by the said expropriated parties as proprietors for the three years now last past ; and that there also has been deposited with said award the sum of two hundred and eighty-four dollars, covering the indemnity awarded by said arbitrators to said proprietors, and six months interest ; and all persons who claim any privilege or hypothec upon the said immoveable immediately before the registration of said award, by which the said lot was acquired by said corporation, are hereby notified that an application will be made to the said court, practice division, on the 11th of September next, at the court house, at Montreal, at half past ten A. M., for a judgment of confirmation of title ; and that unless their claims are such as the registrar is bound, by the provisions of the code of civil procedure, to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their opposition in writing, and file the same in the office of the said prothonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

BEIQUÉ, LAFONTAINE,

TURGEON & ROBERTSON,

Attorneys for petitioner.

Montreal, 18th July, 1901.

3130

[First published, 3rd August, 1901.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **ANTONIO TANGUAY**, De-
No 3214. } mandeur ; contre **NAPO-**
LEON PIERRE TANGUAY, Défendeur, savoir :

Un terrain situé en la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus, à l'extrémité sud des numéros 13 E et 13 F, du cadastre officiel du septième rang du canton de Broughton, de la contenance de cinq arpents de terre en superficie ; borné au nord-est à Louis Beaudoin, et au sud-ouest à Alphonse Roy ou représentants, au sud à la Compagnie Pennhale, au nord au dit Alphonse Roy ou représentants—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus, le **QUINZIEME** jour d'AOUT prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif,

Shérif.

Village de Saint-Joseph Beauce, 9 juillet 1901.

2915-2

[Première publication, 13 juillet 1901.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **ANTONIO TANGUAY**, Plain-
No. 3214. } tiff ; against **NAPOLEON**
PIERRE TANGUAY, Defendant, to wit :

A land situate in the parish of Le Sacré Cœur de Jésus, at the southern extremity of numbers 13 E and 13 F, of the official cadastre of the seventh range of the township of Broughton, containing five acres of land in area ; bounded on the north east by Louis Beaudoin, and on the south west by Alphonse Roy or representatives, on the south by the Pennhale Company, on the north by the said Alphonse Roy or representatives — with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Le Sacré Cœur de Jésus, on the **FIFTEENTH** day of **AUGUST** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office,

Sheriff.

Village of Saint Joseph, Beauce, 9th July, 1901.

2916

[First published, 13th July, 1901.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Province de Québec, } **SAMUEL CRAIG ET**
District de Bedford. } **SIDNEY CROYS DILL,**
No 2296. } tous deux des cité et district

de Montréal, faisant affaires ensemble en société sous les nom et raison de S. Craig et Compagnie, Demandeurs; contre les terres et tènements de **GEORGE M. ASHTON**, des cité et district de Montréal, **J. C. TAYLOR**, de la ville de Maisonneuve, dans le district de Montréal, Défendeurs.

Partie du lot 14, dans le 5e rang du canton de Granby, dans le district de Bedford, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Granby, sous le numéro quatre cent quarante-six (446), et contenant 30 acres en superficie, plus ou moins—avec toutes les améliorations faites.

Pour être vendue, comme appartenant à **George M. Ashton**, un des dits défendeurs, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Notre-Dame de Granby, dans le village de Granby et district de Bedford, le **TRENTE-UNIEME** jour d'AOUT prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif,
Sweetsburg, 5 juillet 1901.

Shérif.
2853-2

[Première publication, 13 juillet 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Province de Québec, } **SAMUEL CRAIG ET**
District de Bedford. } **SIDNEY CROYS-**
No 131. } **DILL**, des cité et district

de Montréal, courtiers, faisant affaires comme tels en société sous les nom et raison de S. Craig et Compagnie, Demandeurs; contre les terres et tènements de **W. YOUNG** et **GEORGE M. ASHTON**, tous deux des cité et district de Montréal, Défendeurs.

La moitié nord du lot 14, dans le 5e rang du canton de Granby, dans le district de Bedford, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Granby, sous le numéro quatre cent quarante-quatre (444), et contenant 109 acres, plus ou moins—avec toutes les améliorations faites.

Pour être vendue, comme appartenant à **George M. Ashton**, un des dits défendeurs, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Notre-Dame de Granby, dans le village de Granby et district de Bedford, le **TRENTE-UNIEME** jour d'AOUT prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif,
Sweetsburg, 5 juillet 1901.

Shérif.
2851-2

[Première publication, 13 juillet 1901.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Kamouraska.

Fraserville, à savoir : } **FORTUNAT GAU-**
No 2833. } **DREAU**, de Montréal,
Demandeur; contre les immeubles de **DAME**

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court—District of Montreal.

Province of Quebec, } **SAMUEL CRAIG AND**
District of Bedford. } **SIDNEY CROYS DILL,**
No. 2296. } both of the city and district

of Montreal, doing business together in partnership under the firm name of S. Craig and Company, Plaintiffs; against the lands and tenements of **GEORGE M. ASHTON**, of the city and district of Montreal, **J. C. TAYLOR**, of the town of Maisonneuve, in the district of Montreal, Defendants.

Part of lot 14, in 5th range of the township of Granby, in the district of Bedford and now known on the official plan and book of reference of the said township of Granby, as number four hundred and forty-six (446), and containing 30 acres in superficies, more or less—with all improvements thereon.

To be sold, as belonging to **George M. Ashton**, one of the said defendants, at the parish church door of the parish of Notre-Dame de Granby, in the village of Granby and district of Bedford, on the **THIRTY-FIRST** day of **AUGUST** next, at the hour of **ELEVEN** of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office,
Sweetsburg, 5th July, 1901.

Sheriff.
2854

[First published, 13th July, 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court—District of Montreal.

Province of Quebec, } **SAMUEL CRAIG AND**
District of Bedford. } **SIDNEY CROYS DILL,**
No. 131. } of the city and district of

Montreal, brokers, doing business together as such in partnership under the firm name of S. Craig and Company, Plaintiffs; against the lands and tenements of **W. YOUNG** and **GEORGE M. ASHTON**, both of the city and district of Montreal, Defendants.

The north half of lot 14, in the 5th range of the township of Granby, in the district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Granby, as number four hundred and forty-four (444), and containing 109 acres, more or less—with all improvements thereon.

To be sold, as belonging to **George M. Ashton**, one of the said defendants, at the parish church door of the parish of Notre-Dame de Granby, in the village of Granby and district of Bedford, on the **THIRTY-FIRST** day of **AUGUST** next, at the hour of **TEN** of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office,
Sweetsburg, 5th July, 1901.

Sheriff.
2852

[First published, 13th July, 1901.]

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Kamouraska.

Fraserville, to wit: } **FORTUNAT GAUDREAU,**
No. 2833. } of Montreal, Plaintiff;
against the immovable property of **DAME MARIE**

MARIE JUANITA TÊTU et vir, de Trois-Pistoles, Défenderesse, c'est à savoir :

Une terre de forme irrégulière aise et située en la paroisse de Trois-Pistoles, dans le comté de Témiscouata, de la contenance de trois cent deux arpents en superficie, et portant le numéro cinquante, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse—avec les maison et grange et autres bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de Trois-Pistoles, **MERCREDI, le QUATORZIEME jour d'AOUT** prochain, à **DIX heures** du matin. Bref rapportable suivant la loi.

J. ELZ. POULIOT,

Bureau du Shérif,
Fraserville, 9 juillet 1901.

Shérif.
2881-2

[Première publication, 13 juillet 1901].

JUANITA TÊTU et vir of Trois Pistoles, Defendant, to wit :

A land of irregular shape situate and being in the parish of Trois Pistoles, in the county of Témiscouata, containing three hundred and two arpents in area, being number fifty, of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish—together with the house, barn, stable and outbuildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Trois Pistoles, on **WEDNESDAY, the FOURTEENTH day of AUGUST** next, at **TEN** of the clock in the forenoon. Writ returnable according to law.

J. ELZ. POULIOT,

Sheriff's Office,
Fraserville, 9th July, 1901.

Sheriff.
2882

[First published, 13 July, 1901.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnées ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **GEORGE GERNON**, mé-
No 6148.

decin, de la paroisse de Sainte-Geneviève, district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de **HORMISDAS CARDINAL**, du village de Sainte-Geneviève, dit district, en sa qualité de légataire à titre universel des meubles et de légataire en usufruit des immeubles de feu **Précyle Cardinal**, en son vivant du même lieu, et aussi de tuteur à **Achille Cardinal**, son fils mineur, légataire en propriété des biens immeubles de la dite Dame **Précyle Cardinal**, et grevé de substitution, et **Jean-Baptiste Chaput**, en sa qualité de curateur à la substitution créée par la dite Dame **Précyle Cardinal**.

Saisi comme appartenant et en la possession des dits défendeurs *es-qualité*, chacun en leurs qualités susdites, l'immeuble suivant, savoir :

Un immeuble sis et situé en la paroisse de Sainte-Geneviève, dans le comté de Jacques-Cartier, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Geneviève, sous le numéro huit (8) ; borné en front par le chemin public—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le **CINQUIEME jour de SEPTEMBRE** prochain, à **DIX heures** de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif,
Montréal, 30 juillet 1901.

Shérif.
3105

[Première publication, 3 août 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **THE MONTREAL LOAN**
No 1320.

AND MORTGAGE COMPANY, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements de **DAME MARY McVEY**, épouse de **Jeremiah Murray**, des cité et district de Montréal, et le dit **Jeremiah Murray** afin d'autoriser sa dite épouse, et **THEODORE WHITE**, du même lieu, marchand, en sa qualité de tuteur à **Agnès McVey**, fille mineure de feu **Thomas McVey** et son épouse, feu **Dame Mathilde Metayer** dit **St. Onge**, en leur vivant tous deux de la cité de Montréal, Défendeurs, **Mary McVey** et **Theodore White** en sa qualité, conjointement et solidairement.

Saisi comme appartenant et en la possession des dits défendeurs, l'immeuble suivant, à savoir :

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **GEORGE GERNON**, phy-
No. 6148.

sician, of the parish of Sainte Genevieve, district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **HORMISDAS CARDINAL**, of the village of Sainte Genevieve, said district, in his quality of universal legatee of the movables and usufructuary legatee of the immovables of the late **Précyle Cardinal**, in his lifetime of the same place, and also of tutor to **Achille Cardinal**, his minor son, legatee of the ownership of the immovables of the said late Dame **Précyle Cardinal**, and subject to a substitution, and **Jean Baptiste Chaput**, in his quality of curator to the substitution created by the said Dame **Précyle Cardinal**.

Seized as belonging to and in the possession of the said defendants *es-qualité*, each in their said qualities, the following immovable, to wit :

A lot situate and being in the parish of Sainte Genevieve, in the county of Jacques Cartier, known and described on the official plan and book of reference of the said parish of Sainte Genevieve, as number eight (8) ; bounded in front by the public road—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **FIFTH day of SEPTEMBER** next, at **TEN o'clock** in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office,
Montreal, 30th July, 1901.

Sheriff.
3106

[First published, 3rd August, 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE MONTREAL LOAN**
No. 1320.

AND MORTGAGE COMPANY, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **DAME MARY McVEY**, wife of **Jeremiah Murray**, of the city and district of Montreal, and the said **Jeremiah Murray** to authorize his said wife, and **THEODORE WHITE**, of the same place, merchant, in his quality of tutor to **Agnès McVey**, a minor daughter of the late **Thomas McVey** and his wife, the late **Dame Mathilda Metayer** dit **St Onge**, in their lifetime both of the city of Montreal, Defendants, **Mary McVey** and **Theodore White** in his quality, jointly and severally.

Seized as belonging and in the possession of the said defendants, the following immoveable, to wit :

Un emplacement faisant front sur la rue Saint-Patrice, dans la cité de Montréal, connu et désigné comme lot numéro neuf cent quatre-vingt-dix-sept (997), sur les plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne, dans la dite cité de Montréal; borné en front par la rue Saint-Patrice, en arrière par une ruelle, d'un côté par une rue ci-devant appelée rue des Seigneurs, et maintenant appelée rue Shearer, de l'autre côté par le lot numéro du cadastre neuf cent quatre-vingt-seize (996), du dit quartier Sainte-Anne—ensemble avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le CINQUIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 30 juillet 1901. 3107
[Première publication, 3 août 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } NARCISSE E. PICOTTE, No 1356. } bourgeois, de la cité et du district de Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements mentionnés et décrits dans la cédule marquée A, annexée au bref en cette cause, de HORMISDAS MAROTTE, cultivateur, de la paroisse de Saint-Rémi, dans le district de Montréal, maintenant entre les mains de Charles Bédard, notaire, de Saint-Rémi, dûment nommé curateur au délaissement fait par le dit défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur et en la possession du dit curateur, l'immeuble suivant, savoir :

Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Constant, dans le district de Montréal, comprenant les lots connus et désignés sous les lots numéros deux cent quatre-vingt-sept et cent huit (287 et 108), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Constant, traversée la dite terre par le chemin public du rang Saint-Pierre, le chemin de fer et la rivière Saint-Pierre, contenant en superficie environ quatre-vingt-dix arpent, et bornée d'un côté au sud-ouest, partie par le terrain de Siméon Létourneau et partie par le terrain de Cyprien Lefebvre, et de l'autre côté au nord-est, par le terrain de Cajetan Boyer—avec les bâtisses dessus construites.

La dite terre est saisie avec la réserve de la récolte dont elle est chargée.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Constant, le CINQUIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 30 juillet 1901. 3103
[Première publication, 3 août 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } DAME URSULE DU- No 1398. } RAND, de la Rivière des Prairies, district de Montréal, veuve en première noce de François Roy, cultivateur, du même lieu, et en seconde noce de François Armand, bourgeois, du même lieu, Demanderesse; contre les terres et tenements de FRANÇOIS ROY, du même lieu, Défendeur.

1° Une prairie située dans la paroisse de Saint-Joseph de la Rivière des Prairies, district de Montréal, connue et désignée dans les plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, sous le numéro quatre-vingt-dix (90); bornée en front du côté nord par le chemin public.

2° Un emplacement situé dans la dite paroisse de Saint-Joseph de la Rivière des Prairies, dit district, contenant un demi arpent en superficie; borné en front du côté sud par la voie publique, en profondeur et d'un côté par un nommé Joseph Roy, et de l'autre côté par un autre Joseph Roy ou représentants, et connu et désigné comme faisant partie

An emplacement fronting on Saint Patrick street, in the city of Montreal, known and distinguished as lot number nine hundred and ninety-seven (997), on the official plan and book of reference of Saint Ann's ward, in the said city of Montreal; bounded in front by Saint Patrick street, in rear by a lane, on one side by a street formerly called Seigneurs street, but now called Shearer street, and on the other side by lot cadastral number nine hundred and ninety-six (996), of said Saint Ann's ward—together with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of SEPTEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 30th July, 1901. 3108
[First published, 3rd August, 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } NARCISSE E. PICOTTE, No. 1356. } gentleman, of the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements mentioned and described in the schedule marked A, annexed to the writ in this cause, of HORMISDAS MAROTTE, farmer, of the parish of Saint Remi, in the district of Montreal, now in the hands of Charles Bedard, notary, of Saint Remi, duly appointed curator to the surrender made by the said Defendant.

Seized as belonging to the said defendant and in the possession of the said curator, the following immovable, to wit :

A land situate and being in the parish of Saint Constant, in the district of Montreal, comprising the lots known and described as numbers two hundred and eighty-seven and one hundred and eight (287 and 108), of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Constant, said land being crossed by the public road of the range Saint Pierre, the railway and the river Saint Pierre, containing in area about ninety arpents, and bounded on one side to the south west, partly by the land of Siméon Létourneau and partly by the land of Cyprien Lefebvre, and on the other side to the north east by the land of Cajetan Boyer—with the buildings thereon erected.

The said land is seized subject to the reservation of the crop growing on it.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Constant, on the FIFTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock of the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 30th July, 1901. 3104
[First published, 3rd August, 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } DAME URSULE DURAND, No. 1398. } of Rivière des Prairies, district of Montreal, widow by her first marriage of François Roy, of the same place, farmer, and by her second marriage of François Armand, of the same place, gentleman, Plaintiff; against the lands and tenements of FRANÇOIS ROY, of the same place, Defendant.

1. A meadow situate in the parish of Saint Joseph de la Rivière des Prairies, district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish, under the number ninety (90); bounded in front to the north by the public road.

2. A lot of land situate in the said parish of Saint Joseph de la Rivière des Prairies, said district, containing one half arpent in superficies; bounded in front on the south side by the public road, in depth and on one side by one Joseph Roy, and on the other side by another Joseph Roy or their representatives, and known and designated as

du lot numéro quatre-vingt-trois (83), des dits plan et livre de renvoi officiels.

3° Une terre située dans la dite paroisse de Saint-Joseph de la Rivière des Prairies, dit district, contenant un arpent et demi de largeur sur quarante arpents de profondeur, plus ou moins, connu et désignée dans les dits plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro quatre-vingt-trois (83); et bornée en front du côté sud par le chemin public—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le SIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif.

Montréal, 31 juillet 1901.

[Première publication, 3 août 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **THE MONTREAL LOAN**
No 2001. } **AND MORTGAGE COM-**
PANY, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la cité et district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tenements de DAME ANNIE O'FARRELL, des cité et district de Montréal, épouse séparée de biens de James Patrick Grace, du même lieu, et le dit James Patrick Grace afin d'autoriser sa dite épouse, Defenderesse.

Saisi comme appartenant à la dite défenderesse l'immeuble suivant, à savoir:

Quatre lots de terre situés dans le parc "Back-River," dans la paroisse du Sault au Récollet, dans le comté d'Hochelaga, dans le district de Montréal, et connus comme lots numéros quatorze B, seize, dix-sept et vingt, de la subdivision du lot numéro deux cent vingt-huit, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault au Récollet, les dits lots subdivisions seize et dix-sept faisant front sur Stanley Park Avenue; subdivision quatorze B, faisant front sur la rue Sainte-Claire, et subdivision vingt, faisant front sur l'avenue Pelouquin, les dits lots formant un emplacement—avec une maison, étable et autres bâtisses sus-érigées, et pour être vendus en un seul lot.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le SEIZIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif.

Montréal, 9 juillet 1901.

[Première publication, 13 juillet 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **JAMES F. ARMSTRONG**,
No, 2246 } de la ville de Fort Steele,
dans la province de la Colombie Anglaise, comptable, en sa qualité d'administrateur des biens de feu James Armstrong, en son vivant juge en chef, de Ste-Lucie, parties subrogées à George Short Carter, écuyer Conseil de la Reine, de la cité de Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements de LA COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER MONTREAL ET SOREL, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau dans la cité et district de Montréal, Défenderesse.

Tout le chemin de fer Montréal et Sorel, sis et situé dans les comtés et district de Richelieu et les comtés de Verchères et Chambly, dans le district de Montréal, s'étendant de et comprenant les quais de la compagnie défenderesse, à l'embouchure de la rivière Richelieu, sur le lot A, de la paroisse de Saint-Pierre de Sorel, à la Pointe de Sorel, le dit lot A, maintenant connu et désigné comme lot numéro un, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Pierre de Sorel, maintenant étant partie de la paroisse de Saint-Joseph de Sorel jusqu'à la jonction avec le chemin de fer Grand-Tronc du Canada, sur le lot numéro cent quatre-vingt-deux (182), de la concession appelée la première concession ou concession du haut du fleuve, dans la

forming part of lot number eighty-three (83), on the said official plan and book of reference.

3. A lot of land situate in the said parish of Saint Joseph de la Rivière des Prairies, in the said district, containing one arpent and a half in width by forty arpents in depth, more or less, known and designated on the said official plan and book of reference, under the number eighty-three (83); and bounded in front on the south side by the public road—together with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office,

Montreal, 31st July, 1901.

[First published, 3rd August, 1901.]

Sheriff.

3134

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE MONTREAL LOAN**
No. 2001. } **AND MORTGAGE COM-**
PANY, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of DAME ANNIE O'FARRELL, of the city and district of Montreal, wife separate as to property of James Patrick Grace, of the same place, and the said James Patrick Grace to authorize his said wife, Defendant.

Seized as belonging to the said female defendant the following immovable, to wit:

Four certain lots of ground situate in the park "Back River", in the parish of Sault au Récollet, in the county of Hochelaga, in the district of Montreal, and known as lots numbers fourteen B, sixteen, seventeen and twenty, of the subdivision of lot number two hundred and twenty-eight, on the official plan and book of reference of the parish of Sault au Récollet, the said lots subdivisions sixteen and seventeen fronting on Stanley Park Avenue; subdivision fourteen B, fronting on Sainte Claire street, and subdivision twenty, fronting on Pelouquin avenue said lots all forming one emplacement—with a dwelling house, stable and other buildings thereon erected and to be sold as one lot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office,

Montreal, 9th July, 1901.

[First published, 13th July, 1901.]

Sheriff.

2900

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **JAMES F. ARMSTRONG**,
No. 2246 } of the town of Fort Steele,
in the province of British Columbia, accountant, in his quality of administrator of the estate of the late James Armstrong, in his lifetime chief justice, of Saint Lucia, a subrogated party to George Short Carter, of the city of Montreal, esquire, Queen's Counsel, Plaintiff; against the lands and tenements of THE MONTREAL AND SOREL RAILWAY COMPANY, a body politic and corporate, having its head office in the city and district of Montreal, Defendant.

The whole of the Montreal and Sorel Railway, situate and being in the county and district of Richelieu, and in the counties of Verchères and Chambly, in the district of Montreal, extending from and including the wharves of the company defendant, at the mouth of the river Richelieu, on lot A, of the parish of Saint Pierre de Sorel, at Sorel Point, the said lot A, now known and designated as lot number one, of the official plan and in the book of reference for the parish of Saint Pierre de Sorel, now being part of the parish of Saint Joseph de Sorel to the junction with the Grand Trunk Railway of Canada, on lot number one hundred and eighty-two (182), of the concession called the first concession or concession du haut du fleuve,

paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, dans le district de Montréal, étant une lisière de terre d'environ quarante-cinq milles de longueur—avec voie d'évitement, ponts, clôtures, tréaux, rails, liens, pontceaux, stations, dépôts, bâtisses, réservoirs, matériel roulant et appartenances, moins et à l'exception de :

1° Cette propriété de la compagnie de chemin de fer Montréal et Sorel, étant une lisière de terre de cinquante pieds de largeur sur environ quarante-cinq milles de longueur, avec voies d'évitement, plus ou moins, etc., telles que vendue le premier jour de juin 1894, à la compagnie du chemin de fer de la rive Sud par le shérif du district de Montréal, en vertu d'un bref d'exécution *alias venditioni exponas*, dans une cause No 1735, des records de la Cour Supérieure, du district de Montréal, dans laquelle William Busby Lambe, en sa qualité de percepteur du revenu de la province, était demandeur, et la compagnie du chemin de fer Montréal et Sorel était défenderesse ; et

2° Du lot de subdivision trente-trois, du lot officiel numéro cent quatre-vingt-deux (182), de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, dans le district de Montréal—avec les bâtisses sus érigées et propriété de George Moffat ; et

3° Des lots cent cinquante-cinq, cent cinquante-six et cent cinquante-sept (Nos 155, 156 et 157), du lot de subdivision connu sous le numéro cent quatre vingt dix-neuf (199), des plan et livre de renvoi officiels pour la ville de Longueuil, la propriété de Dame Marguerite E. W. Eglough ; et

4° Du lot numéro cent un (101), et partie du lot numéro quatre-vingt seize (No 96), des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Longueuil, la propriété de la succession Armstrong ; et

5° D'un morceau de terre de deux cent cinquante (250) pieds de largeur, traversant toute la longueur de la propriété de Pierre Monastesse, connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la paroisse de Contrecoeur, sous le numéro deux cent soixante et un (No 261) ; et

6° D'une étendue de terre de soixante-six pieds de largeur du lot de terre connu sous le numéro quatre-vingt-quatre (84), du cadastre de la paroisse de Saint-Joseph, dans la seigneurie de Sorel—avec la ligne de chemin de fer et les bâtisses sus-érigées, la propriété de Leonard George James Fosbrooke ;

Pour être vendu dans un mon bureau dans la cité de Montréal, le QUINZIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif.
Montréal, 9 juillet, 1901.

Shérif.
2897-2

[Première publication, 13 juillet 1901]

**MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } ALEXANDRE DESMAR-
No 156. } TEAU, curateur, à ce
dûment autorisé sous l'article 879 du code de procé-
dure civile de la province de Québec, comme cura-
teur aux biens de EUSEBE ROY, entrepreneur, de
la cité et du district de Montréal, failli, et F. L.
Beique et al, avocats, du même lieu, Requérants.

Sept lots de terre situés dans le quartier Saint-Jean Baptiste, de la cité de Montréal, connus et désignés sous les subdivisions numéros sept cent trente-sept, sept cent trente-huit, sept cent trente-neuf, sept cent quarante, sept cent quarante et un, sept cent quarante-deux et sept cent quarante-trois, de la subdivision officielle du lot numéro quinze, des plan et livre de renvoi officiels pour le village Saint-Jean Baptiste ; bornés en front par la rue Sanguinet—avec maisons et dépendances y érigées, et portant les numéros huit cent cinquante-trois à huit cent cinquante-sept de la susdite rue ; avec droit de passage en commun avec d'autres dans la

in the parish of Saint Antoine de Longueuil, in the district of Montreal, being a strip of land about forty-five miles in length—with sidings, bridges, fences, trestles, rails, ties, culverts, stations, depots, buildings, water tanks, rolling stock and appurtenances, less and with the exception of :

1. That property of the Montreal and Sorel Railway Company, being a strip of land fifty feet in width by about forty-five miles in length, with sidings, more or less, &c., as sold on the first day of June, 1894, to the South Shore Railway Company by the sheriff of the district of Montreal, by virtue of a writ of execution *alias venditioni exponas*, in a cause No. 1735, of the records of the superior court, of the district of Montreal, wherein William Busby Lambe, in his quality of collector of provincial revenue, was plaintiff, and the Montreal and Sorel Railway Company was defendant ; and

2. Subdivision lot thirty-three, of the official lot number one hundred and eighty-two (182), of the parish of Saint Antoine of Longueuil, in the district of Montreal—with the buildings thereon erected, the property of George Moffat ; and

3. Lots one hundred and fifty-five, one hundred and fifty-six and one hundred and fifty-seven (Nos. 155, 156 and 157), of the subdivision lot known under number one hundred and ninety-nine (199), on the official plan and in the book of reference for the town of Longueuil, the property of Dame Marguerite E. W. Eglough ; and

4. Lot number one hundred and one (No. 101), and part lot number ninety-six (No. 96), on the official plan and in the book of reference for the town of Longueuil, the property of the succession Armstrong ; and

5. A parcel of land two hundred and fifty (250) feet in width, crossing the whole length of the property of Pierre Monastesse, known and designated on the official plan and in the book of reference for the municipality of the parish of Contrecoeur, under the number two hundred and sixty-one (No. 261) ; and ;

6. A tract of land 66 feet in width from the lot of land known as number eighty-four (84), of the cadastre of the parish of Saint Joseph, in the seigniorie of Sorel—with the railway line and the buildings thereon erected, the property of Leonard George James Fosbrooke.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office,
Montreal, 9th July, 1901.

Sheriff.
2898

[First published, 13th July, 1901].

**CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

District of Montreal.

Montreal, to wit : } ALEXANDRE DESMAR-
No 156. } TEAU, curator, hereto duly
authorized under article 879 of the code of civil
procedure of the province of Quebec, as curator to
the property of EUSEBE ROY, contractor, of the
city and district of Montreal, insolvent, and F. L.
Beique et al, advocates, of the same place,
petitioners.

Seven lots of land situate in Saint Jean Baptiste ward, of the city of Montreal, known and described as subdivisions numbers seven hundred and thirty-seven, seven hundred and thirty-eight, seven hundred and thirty-nine, seven hundred and forty, seven hundred and forty-one, seven hundred and forty-two and seven hundred and forty-three, of the official subdivision of lot number fifteen, of the official plan and book of reference for the village of Saint Jean Baptiste ; bounded in front by Sanguinet street—with houses and dependancies thereon erected, and bearing the numbers eight hundred and fifty-three to eight hundred and fifty-seven, of

ruelle, située en arrière des susdits lots et connue comme subdivision numéro six cent quatre-vingt-torze, du lot officiel numéro quinze.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUINZIÈME jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAudeau,
Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 9 juillet 1901. 2895 2
[Première publication, 13 juillet 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montréal, à savoir : } **DAME CECILE PEPIN**
No. 560. } **DIT LAFORCE**, des cité
et district de Montréal, épouse dument séparée de
biens par contrat de mariage de Avila Chrétien
Zang, du même lieu, docteur en médecine, et le dit
Avila Chrétien Zang dans le but d'autoriser sa dite
épouse à l'effet des présentes, Demanderesse ; contre
les terres et tenements de VICTOR NORMANDIN,
du village de Boucherville, dans le district de Mont-
réal, notaire, en sa qualité d'exécuteur testamen-
taire, administrateur et fidéi-commissaire de feu
Louis Normandin, en vertu de son testament fait et
passé devant P. Brais, N. P., le 19 novembre 1895,
Défendeur, *ès qualité*.

Saisis comme appartenant au dit défendeur *ès*
qualité les immeubles suivants, à savoir :

1° Un lot de terre avec bâtisse et dépendances
sus-érigées, contenant environ cent dix pieds (110)
pieds de front sur environ quatre-vingts (80) pieds
de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise ;
borné en front par la rue Saint-Jacques, en profon-
deur par la rue Saint-Louis, d'un côté au nord-ouest
par le résidu du lot numéro cent-seize (116), appar-
tenant à Louis Bemeur ou représentants, et de l'autre
côté au sud-est par le chemin de la Compagnie
de chemin de fer de la Rive Sud, lequel dit morceau
de terre formant partie du lot connu et désigné sous
le numéro (116), sur les plan et livre de renvoi du
village de Boucherville.

2° Un autre lot de terre situé au même lieu,
étant partie du numéro vingt-huit (28), sur les plan
et livre de renvoi du village de Boucherville, conte-
nant un demi arpent en superficie ; borné en front
par la rue Sainte-Famille, au sud-est par un mor-
ceau de terre appartenant à James Conway, et étant
le lot vingt-neuf (29), au nord-est et en profondeur
par le résidu du dit lot numéro vingt-huit (28)—avec
trois maisons et autres dépendances sus-érigées.

3° Un autre lot de terre dans le village de Bou-
cherville—avec maison et dépendances sus-érigées,
connu et désigné sous le numéro cent treize (113),
sur les plan et livre de renvoi officiels du dit village
de Boucherville ; borné en front par la rue Notre-
Dame.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de la paroisse de Boucherville, le SEIZIÈME jour
d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,
Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 10 juillet 1901. 2917-2
[Première publication, 13 juillet 1901.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les
TERRES et HERITAGES sous-mentionnés
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
respectifs tel que mentionné plus bas.

the said street, with right of passage in common
with others in rear of the said lots and known as
subdivision number six hundred and ninety-four, of
the official lot number fifteen.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the FIFTEENTH day of AUGUST next, at
TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 9th July, 1901. 2896
[First published, 13th July, 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **DAME CECILE PEPIN**
No. 560. } **DIT LAFORCE**, of the city
and district of Montreal, wife duly separated as to
property by contract of marriage of Avila Chrétien
Zang, of the same place, doctor in medicine, and
the said Avila Chrétien Zang for the purpose of
authorizing his said wife to these presents, Plaintiff ;
against the lands and tenements of VICTOR NOR-
MANDIN, of the village of Boucherville, in the
district of Montreal, notary, in his quality of testa-
mentary executor, administrator and trustee of the
late Louis Normandin, in virtue of his will passed
and executed before P. Brais, N. P., on the 19th
November, 1895, Defendant, *ès-qualité*.

Seized as belonging to the said defendant, *ès qua-*
lité, the following immoveables, to wit :

1. A lot of land with building and dependencies
thereon erected, containing about one hundred and
ten feet (110) in front by about eighty (80) feet in
depth, more or less, english measure ; bounded in
front by Saint James street, in depth by Saint
Louis street, on one side to the north west by the
remainder of lot number one hundred and sixteen
(116), belonging to Louis Bemeur or representa-
tives, and on the other side to the south east by the
road of the South Shore Railway Company, which
said piece of ground forms part of the lot known
and designated as number one hundred and sixteen
(116), upon the plan and book of reference of the
village of Boucherville.

2. Another lot of land situated in the same place,
being part of number twenty-eight (28), upon the
plan and book of reference of the village of Bou-
cherville, containing one half an arpent in super-
ficies ; bounded in front by Sainte Famille street,
to the south east by a piece of ground belonging to
James Conway, and being lot number twenty-nine
(29), to the north east and in depth by the remainder
of said lot number twenty-eight (28)—with three
houses and other dependencies thereon erected.

3. Another lot of land situate in the village of
Boucherville—with the house and dependencies
thereon erected, known and designated under the
number one hundred and thirteen (113), upon the
official plan and book of reference of the said village
of Boucherville ; bounded in front by Notre Dame
street.

To be sold at the parochial church door of the
parish of Boucherville, on the SIXTEENTH day
of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the fore-
noon.

J. R. THIBAudeau,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 10th July, 1901. 2918
[First published, 13th July, 1901.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respective
times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District d'Ottawa.*

Ottawa à savoir : } **ALFRED ROY**, journalier, de la cité de Hull, district d'Ottawa, Demandeur ; contre **PIERRE DESROCHERS**, du même lieu, Défendeur, à savoir :

1° Lot numéro centquatre-vingt-onze a (191 a), du quartier numéro quatre, dans la cité de Hull, dit district d'Ottawa, situé sur la rue Victoria, conformément au plan et livre de renvoi officiels de la dite cité—avec maison et dépendances.

2° La moitié est du lot numéro cent quatre-vingt-onze c (191 c), des mêmes quartier et cité, et borné comme suit : au nord par lot numéro 191 a, à l'est par la rue Kent, au sud par lot numéro 194 a, et à l'ouest par une autre partie du même lot—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Hull, le TREIZIEME jour d'AOUT, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du shérif,
Hull, 13 juillet 1901.

Shérif.
2905-2

[Première publication, 13 juillet 1901.]

Ventes par le Shérif—Pontiac

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.*

Province de Québec, } **JAMES SHEPPARD**, cultivateur, du canton de District de Pontiac, } No 531. } Thorne, dans le dit district, et **DAME SARAH PARKER**, son épouse commune en biens, du même lieu, Demandeurs ; contre **RICHARD H. FARRELL**, du canton de Leslie, dit district, Défendeur, à savoir :

Ce morceau de terre connu comme lot numéro quarante, dans le premier rang du canton de Leslie, dans les comté et district de Pontiac, contenant cent vingt-trois acres de terre, plus ou moins, maintenant connu et décrit sur les plan et livre de renvoi officiels du canton de Leslie, comme lot numéro quarante (40), dans le premier rang du canton de Leslie—avec les bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu dans le bureau d'enregistrement, dans le village de Bryson, le SIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

SIMON McNALLY,

Bureau du Shérif,
Bryson, 30 juillet 1901.

Shérif.
3157

[Première publication, 3 août 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.*

Province de Québec, } **DAME JULIA A. PER-** District de Pontiac, } **RAULT**, du village de No 525. } Bryson, Demanderesse ; vs. **WILLIAM ONEZIME SPENCER**, du canton de l'île au Calumet, cultivateur, Défendeur, à savoir :

Lots numéros douze et treize, dans le cinquième rang du canton de l'île au Calumet, dans le comté de Pontiac, chaque lot contenant cinquante acres, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du village de Bryson, le QUINZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

SIMON McNALLY,

Bureau du Shérif,
Bryson, 9 juillet 1901.

Shérif.
2913-2

[Première publication, 13 juillet 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court—District of Ottawa.*

Ottawa, to wit : } **ALFRED ROY**, laborer, of No. 225. } the city of Hull, district of Ottawa, Plaintiff ; against **PIERRE DESROCHERS**, of the same place, Defendant, to wit :

1. Lot number one hundred and ninety-one a (191 a), of ward number four, in the city of Hull, said district of Ottawa, situate on Victoria street, according to official plan and book of reference for said city—with house and dependencies thereon.

2. The east half of lot number one hundred and ninety-one c (191 c), of the same ward and city, and bounded as follows : to the north by lot number 191 a, to the east by Kent street, to the south by lot number 194 a, and to the west by another part of the same lot—with the buildings thereon.

To be sold at my office, in the city of Hull, on the THIRTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's Office,
Hull, 10th July, 1901.

Sheriff.
2906

[First published, 13th July, 1901.]

Sheriff's Sales—Pontiac

PUBLICNOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.*

Province of Quebec, } **JAMES SHEPPARD**, District of Pontiac, } farmer, of the township No. 531. } of Thorne, in the said district, and **DAME SARAH PARKER**, his wife common with him as to property, of the same place, Plaintiffs ; against **RICHARD H. FARRELL**, of the township of Leslie, said district, Defendant, to wit :

That certain parcel of land known as lot number forty, in the first range of the township of Leslie, in the county and district of Pontiac, containing one hundred and twenty-three acres of land, more or less, and now known and described according to the official plan and book of reference for the township of Leslie, as lot number forty (40), in the first range of the township of Leslie—with the buildings and appurtenances thereunto belonging.

To be sold at the registry office, in the village of Bryson, on the SIXTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

SIMON McNALLY,

Sheriff's Office,
Bryson, 30th July, 1901.

Sheriff.
3158

[First published, 3rd August, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.*

Province of Quebec, } **DAME JULIA A. PER-** District of Pontiac, } **RAULT**, of the village of No. 525. } Bryson, Plaintiff ; vs. **WILLIAM ONEZIME SPENCER**, of the township of Calumet Island, farmer, Defendant, to wit :

Lots numbers twelve and thirteen, in the fifth range of the township of Calumet Island, in the county of Pontiac, containing each lot fifty acres, more or less—with the buildings thereon erected, and the members and appurtenances thereunto belonging.

To be sold at the registry office in the village of Bryson, on the FIFTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

SIMON McNALLY,

Sheriff's Office,
Bryson, 9th July, 1901.

Sheriff.
2914

[First published, 13th July, 1901.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.*Cour de Recorder.*

Québec, à savoir : } **LA CITE DE QUEBEC** ;
No 2623. } **vs. CELINA AUCLAIR,**

de notre cité de Québec, dans notre district de Québec, veuve de Hilaire Thibadeau, à savoir :

Le lot No 1388 (mille trois cent quatre-vingt-huit), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Colomb. Sujet à une rente annuelle de \$6.00, payable le 29 juin aux Révérendes Dames de l'Hôtel-Dieu de Québec—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le **SIXIEME** jour de **SEPTEMBRE** prochain, à **DIX** heures du matin.

J. B. AMYOT,

Bureau du Shérif,

Député Shérif.

Québec, 1er août 1901.

3137

[Première publication, 3 août 1909].

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **EDOUARD DEMERS,** de
No 534. } la cité de Québec, commis ;

contre **DAME MARIE PHILOMENE DUFRESNE**, de la cité de Québec, épouse séparée de biens de François Joseph Bacon, et le dit François-Joseph Bacon mis en cause pour assister sa dite épouse, à savoir :

Le lot No 1010 (mille dix), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé rue Napoléon ; sujet à une rente annuelle de \$10.00, payable le 29 septembre aux **MM. Boisseau**, de Québec—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le **SEPTIEME** jour de **SEPTEMBRE** prochain, à **DIX** heures du matin.

J. B. AMYOT,

Bureau du Shérif,

Député Shérif.

Québec, 31 juillet 1901.

3143

[Première publication, 3 août 1901.]

FIERI FACIAS.*Cour de Recorder.*

Québec, à savoir : } **LA CITE DE QUEBEC** ;
No 1713. } **contre EDOUARD**

PAGEAU, de notre cité de Québec, dans notre district de Québec, charbon, à savoir :

Le lot No 1693 (mille six cent quatre-vingt-treize), du cadastre officiel pour le quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un emplacement située sur la rue du Pont—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le **SIXIEME** jour de **SEPTEMBRE** prochain, à **DIX** heures du matin.

J. B. AMYOT,

Bureau du Shérif,

Député Shérif.

Québec, 1er août 1901.

3139

[Première publication, 3 août 1901.]

FIERI FACIAS.*Cour de Recorder.*

Québec, à savoir : } **LA CITE DE QUEBEC** ;
No 2582. } **contre LOUIS MOISAN,**

de notre cité de Québec, dans notre district de Québec, à savoir :

Le lot No 2054 (deux mille cinquante-quatre), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Montmagny ; sujet à une rente annuelle de \$7.42, payable le 29 juin aux Révérendes Dames de

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS.*Recorder's Court.*

Quebec, to wit : } **THE CITY OF QUEBEC** ;
No. 2623. } **vs. CELINA AUCLAIR,** of our

city of Quebec, in our district of Quebec, widow of Hilaire Thibadeau, to wit :

Lot number 1388 (thirteen hundred and eighty-eight), of the official cadastre of the parish of Saint-Sauveur of Quebec, being a lot situate on Colomb street. Subject to an annual rent of \$6 00, payable on the 29th June to the Revds Ladies of the Hôtel Dieu of Quebec—circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the **SIXTH** day of **SEPTEMBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

J. B. AMYOT,

Sheriff's Office,

Deputy Sheriff.

Quebec, 1st August, 1901.

3138

[First published, 3rd August, 1901.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **EDOUARD DEMERS,** of the
No. 534. } city of Quebec, clerk ;

against **DAME MARIE PHILOMENE DUFRESNE**, of the city of Quebec, wife separated as to property of François Joseph Bacon, and the said François Joseph Bacon mis en cause to assist his said wife, to wit :

Lot number 1010 (one hundred and ten), of the official cadastre for the parish of Saint-Sauveur of Quebec, being a lot of land situate on Napoleon street ; subject to an annual rent of \$10.00, payable on the 29th September to the Messrs. Boisseau, of Quebec — together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the **SEVENTH** day of **SEPTEMBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

J. B. AMYOT,

Sheriff's Office,

Deputy Sheriff.

Quebec, 31st July, 1901.

3144

[First published, 3rd August, 1901.]

FIERI FACIAS*Recorder's Court.*

Quebec, to wit : } **THE CITY OF QUEBEC** ;
No. 1713. } **against EDOUARD**

PAGEAU, of our city of Quebec, in our district of Quebec, cartwright, to wit :

Lot number 1693 (sixteen hundred and ninety-three), of the official cadastre for Jacques Cartier ward, of the city of Quebec, being a lot situate in Bridge street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the **SIXTH** day of **SEPTEMBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

J. B. AMYOT,

Sheriff's Office,

Deputy Sheriff.

Quebec, 1st August, 1901.

3140

[First published, 3rd August, 1901.]

FIERI FACIAS.*Recorder's Court.*

Quebec, to wit : } **THE CITY OF QUEBEC** ;
No. 2582. } **against LOUIS MOISAN,**

of our city of Quebec, in our district of Quebec, to wit :

Lot number 2054 (two thousand and fifty-four), of the official cadastre of the parish of Saint-Sauveur of Quebec, being a lot of land situate on Montmagny street ; subject to an annual rent of \$7.42, payable on the 29th June to the Reverend Ladies

L'Hôtel-Dieu de Québec—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

J. B. AMYOT,

Bureau du Shérif, Député Shérif.

Québec, 1er août 1901.

3141

[Première publication, 3 août 1901.]

FIERI FACIAS.

Circuit de Québec.

Québec, à savoir : } **LES COMMISSAIRES**
No 1777. } **D'ECOLES POUR LA**
MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE SAINT-
AMBROISE-DE-LA-JEUNE-LORETTE, dans le
comté de Québec; contre JAMES REID, de
Québec, à savoir :

1° Le lot No 669 (six cent soixante et neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, étant un emplacement situé à l'ouest de la Petite Rivière Saint-Charles, sur le chemin public—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Le lot No 1037 (mille trente-sept), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, étant un lot de terre situé à l'est de la Petite Rivière Saint-Charles, sur le chemin public—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, comté de Québec, le CINQUIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

J. B. AMYOT,

Bureau du Shérif, Député Shérif.

Québec, 1er août 1901.

3145

[Première publication, 3 août 1901.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES et HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Dans la Cour de Circuit, dans et pour le comté de Stanstead, à Coaticook, district de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } **WILLIAM HILL,**
No 4924. } de la cité et du
district de Montréal, importateur, Demandeur; vs
JOSEPH LEFEBVRE et EMERIE LEFEBVRE,
tous deux du canton de Hereford, dans le dit district de Saint-François, conjointement et solidairement, Défendeurs.

Un certain morceau de terrain, à être détaché du lot numéro onze a (No 11a), du rang A, du dit canton de Hereford, dans le dit district, ainsi connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Hereford, à être mesuré à partir de la ligne de division entre les lots numéros onze a (No 11a) et onze f (No 11f), du dit rang A, susdit canton, allant vers l'ouest; quatre-vingt-dix pieds, et suivant le chemin public: de là vers le nord cent trente pieds; de là vers l'est quatre-vingt-dix pieds, et de là vers le sud au point de départ, cent trente pieds; borné vers l'est par Napoléon Adam, au nord et à l'ouest par Zéphirin Lachance, et au sud par un chemin public—avec les bâtisses et améliorations dessus faites, et les machineries dans les dites bâtisses, consistant en un engin à vapeur, une chaudière, deux moulanges à grain, une machine à mortaiser, une machine à raboter, une machine à écorcer, une scie ronde, une chaîne à transporter, une machine à chassis et les arbres de couche, poulies

of th Hotel Dieu of Quebec—circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the SEVENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. B. AMYOT,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.

Quebec, 1st August, 1901.

3142

[First published, 3rd August, 1901.]

FIERI FACIAS.

Circuit of Quebec.

Quebec, to wit: } **THE SCHOOL COMMIS-**
No 1777. } **SIONERS FOR THE**
MUNICIPALITY OF THE PARISH OF SAINT-
AMBROISE-DE-LA-JEUNE-LORETTE, in the
county of Quebec; against JAMES REID, of
Quebec, to wit :

1. Lot number 669 (six hundred and sixty-nine), of the official cadastre for the parish of Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, being a lot of land situate on the west side of the Little River Saint-Charles, on the public road—together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Lot number 1037 (one thousand and thirty-seven), of the official cadastre of the parish of Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, being a lot of land situate on the west side of the Little River Saint-Charles, on the public road—together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, in the county of Quebec, on the FIFTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. B. AMYOT,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.

Quebec, 1st August, 1901.

3146

[First published, 3rd August, 1901.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

In the Circuit Court, in and for the county of Stanstead, at Coaticook, district of Saint Francis.

Saint Francis, to wit: } **WILLIAM HILL, of the**
No. 4924. } city and district of
Montreal, importer, Plaintiff; vs **JOSEPH LEFEB-**
VRE and EMERIE LEFEBVRE, both of the town-
ship of Hereford, in said district of Saint Francis,
jointly and severally Defendants.

A certain piece of land to be taken of lot number eleven a (No. 11 a), of range A, of the said township of Hereford, in the said district, thus known and described on the official plan and book of reference of the said township of Hereford, to be measured starting from the division line between lots numbers eleven a (No. 11 a) and eleven f (No. 11 f), of the said range A, township aforesaid; running west ninety feet, and following the public road; thence towards the north one hundred and thirty feet; thence towards the east ninety feet, and from there towards the south to the starting point, one hundred and thirty feet; bounded on the east by Napoleon Adam, on the north and west by Zéphirin Lachance, and on the south by a public road—with the buildings and improvements thereon erected and made, and the machinery in the said buildings, consisting of a steam engine, a boiler, two mill stones, a mortising machine, a planing machine, peeling machine, a circular saw, a carrying chain, a window

et courroies dans les dites bâtisses, et faisant partie des dites machineries.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Venant d'Hereford, le TREIZIEME jour d'AOUT prochain, à UNE heure de l'après-midi.

HENRY AYLME R,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 9 juillet 1901. 2877-2
[Première publication, 13 juillet 1901.]

sash machine and shafts, pulleys and belting in the said buildings, and forming part of the said machinery.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Venant d'Hereford, on the THIRTEENTH day of AUGUST next, at ONE of the clock in the afternoon.

HENRY AYLME R,

Sheriff Office, Sheriff.
Sherbrooke, 9th July, 1901. 2878
[First published, 13th July, 1901.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Court de Circuit—Comté de Rouville.

Canada, } **ISAIE MARTEL,**
Province de Québec. } Demandeur ; contre
District de St-Hyacinthe. } **JOSEPH LEBEAU,**
No 759. } Défendeur.

Les lots de terre situés en la paroisse de Sainte-Angele de Monnoir, comté de Rouville, sur le rang de l'Eglise, portant les numéros cent soixante et treize et cent soixante et quatorze (Nos 173 et 174), sur les plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Angele de Monnoir, formant une seule exploitation, et pour être vendus comme un seul lot—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Angele de Monnoir, le TREIZIEME jour du mois d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

EUGENE SICOTTE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 8 juillet 1901. 2909.2
[Première publication, 13 juillet 1901.]

Nomination

Avis est par le présent donné qu'il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 1er août 1901, de nommer Thomas Jalbert, marchand, conseiller de la municipalité de Saint-Thomas d'Aquin, comté du Lac Saint-Jean, en remplacement de Damase Jalbert, absent, en vertu des dispositions de l'article 340 du code municipal.

3159

Avis du Gouvernement

PROVINCE DE QUEBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre sont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Canton Watford.

Lot 18, du rang A, à Jean Roy.

Canton Humqui.

4e rang.

Lot 14, à L. S. Couture.

Lot 15, à J. O. Couture.

Lot 21, à Onésiph. Gaudet.

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Circuit Court.—County of Rouville.

Canada, } **ISAIE MARTEL,**
Province of Quebec. } Plaintiff ; against
District of St. Hyacinth. } **JOSEPH LEBEAU,**
No. 759. } Defendant.

Those lots of land situate in the parish of Sainte-Angele de Monnoir, Rouville county, on range de l'Eglise, being lots numbers one hundred and seventy-three and one hundred and seventy-four (Nos. 173 and 174), of the official plan and book of reference for the said parish of Sainte-Angele de Monnoir, being one farm and to be sold as one lot—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Sainte-Angele de Monnoir, on the THIRTEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock of the forenoon.

EUGENE SICOTTE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint-Hyacinth, 8th July, 1901. 2910
[First published, 13th July, 1901.]

Appointment

Notice is hereby given that His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 1st August, 1901, to appoint Thomas Jalbert, merchant, a councillor for the municipality of Saint-Thomas d'Aquin, in the county of Lake Saint John, to replace Damase Jalbert, absent, in virtue of the provisions of article 340, of the municipal code.

3160

Government Notice

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Township Watford.

Lot 18, of range A, to Jean Roy.

Township Humqui.

4th range.

Lot 14, to L. S. Couture.

Lot 15, to J. O. Couture.

Lot 21, to Onésiph. Gaudet.

5e rang.
 Lot 27, à Jos. Banville.
 Lot 28, à Ant. Banville.
 Lot 29, à Adam Banville.
 Lot 33, à Zénon Gagné.
Canton Lepage.
 Lot 25, du 2e rang N.-O., à Hub. Proulx.
 E. E. TACHE,
 Sous-ministre.
 Département des Terres,
 Mines et Pêcheries.
 Québec, 3 août 1901. 3151

5th range.
 Lot 27, to Jos. Banville.
 Lot 28, to Ant. Banville.
 Lot 29, to Adam Banville.
 Lot 33, to Zénon Gagné.
Canton Lepage.
 Lot 25, of 2nd range N. W., to Hub. Proulx.
 E. E. TACHE,
 Deputy Minister.
 Department of Lands,
 Mines and Fisheries.
 Quebec, 3rd August, 1901. 3152

Avis Divers

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DE COMTÉ DE LA SECONDE DIVISION DU COMTÉ DU LAC SAINT-JEAN.

*Aux habitants de la municipalité de comté de la
seconde division du comté du Lac Saint-Jean.*

Avis public est par les présentes donné par J. Charles Lindsay, secrétaire-trésorier, que, par une résolution passée par le conseil municipal de comté de la seconde division du comté du Lac Saint-Jean, le troisième jour du mois d'avril dernier, et approuvée par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, en conseil, le vingt-troisième jour de juillet dernier, laquelle approbation a été reçue par moi, le trente-unième jour du même mois, le territoire formant la paroisse de Saint-André, a été érigé en municipalité rurale, sous le nom de "Municipalité de Saint-André."

Donné à Roberval, ce premier jour d'août mil neuf cent un.

J. C. LINDSAY,
 Sec.-Trés. C. Cté 2e Div. Cté L. St-Jean.
 3163

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE DRUMMOND.

A tous ceux que les présentes peuvent concerner.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Joseph Trefflé Caya, secrétaire-trésorier du conseil du comté de Drummond, que le dit conseil du comté de Drummond, à sa séance générale du douze juin dernier, a passé la résolution suivante, savoir :

Que vu que la requête du Révd. M. Pratte et autres, de la paroisse de Saint-Majorique de Grantham, dit comté, doit être prise en considération ce jour, que les avis ont été publiés suivant la loi, qu'il y a dans la dite municipalité de Saint Majorique, une population de plus de trois cents âmes, qu'il soit résolu que la dite requête soit approuvée et que le territoire ci-après désigné soit érigé en municipalité locale, sous le nom de la "municipalité de la paroisse de Saint-Majorique de Grantham, dans le comté de Drummond," savoir :

Tout le territoire comprenant les lots Nos 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 et 28, des cinq premiers rangs du canton de Grantham, dans le comté de Drummond, ainsi que les abouts qui se trouvent vis-à-vis les dits lots entre le premier et second rangs ; borné comme suit, savoir :

Au nord-est par la rivière Saint-François, au sud-est par la ligne nord-ouest du lot No 16, dans chacun des dits cinq premiers rangs, au sud-ouest par la ligne nord-est du sixième rang du dit canton de Grantham, et au nord-ouest par la ligne nord-ouest du dit canton de Grantham, la dite municipi-

Miscellaneous Notices

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF THE SECOND DIVISION OF THE COUNTY OF LAKE SAINT JOHN.

*To the inhabitants of the municipality of the second
division of the county of Lake Saint John.*

Public notice is hereby given by J. Charles Lindsay, the secretary treasurer, that, by a resolution passed by the municipal council of the county of the second division of the county of Lake Saint John, on the third day of the month of April last, and approved by His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, in council, on the twenty-third day of July last, which approval was received by me, on the thirty-first day of the same month, the territory forming the parish of Saint André, has been erected a rural municipality, under the name of the municipality of Saint André.

Given at Roberval, this first day of August, one thousand nine hundred and one.

J. C. LINDSAY
 Secy Treas. C. C. 2nd div. C. L. Saint John.
 3164

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF DRUMMOND.

To all to whom these presents may concern.

Public notice is hereby given by the undersigned, Joseph Trefflé Caya, secretary treasurer of the council of the county of Drummond, that the said council of the county of Drummond, at its general session of the twelfth of June last, passed the following resolution, to wit :

That seeing the petition of the Revd. Mr. Pratte and others of the parish of Saint Majorique de Grantham, said county, is to be taken into consideration this day, that the notices have been published according to law, that there are in the said municipality of Saint Majorique, a population of over three hundred souls, be it resolved that the said petition be approved and the territory hereinafter designated be erected into a local municipality under the name of the "municipality of the parish of Saint Majorique de Grantham, in the county of Drummond", to wit :

All that territory comprising lots Nos. 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 and 28, of the five first ranges of the township of Grantham, in the county of Drummond, and the residue (abouts) that are opposite the said lots between the first and second ranges ; bounded as follows, to wit :

On north east side by the Saint Francis river, on south east by the north west line of lot No. 16, of each of the said five first ranges, on south west by the north east line of the 6th range of the township of Grantham, and on north west by the north west line of the said township, the said parish of Saint

palité de Saint-Majorique de Grantham comprenant un territoire d'environ 13728 acres en superficie.

Que par un arrêté en conseil, en date du 13 juillet courant (1901), il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'approuver la dite résolution du conseil du comté de Drummond, adoptée le douze juin dernier (1901), érigeant la dite municipalité locale de la paroisse de Saint-Majorique de Grantham, dans le comté de Drummond, le tout conformément aux articles 32 et 41 du code municipal.

Donné à Drummondville, ce vingt-deux juillet mil neuf cent un.

3155 J. T. CAYA,
Sec.-trés., C. C., Drummond.

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE TÉMIS- COUATA.

Avis public est par les présentes donné aux intéressés que le vingt-trois juillet courant (23 juillet 1901), il a plu à Son Excellence le Lieutenant Gouverneur en conseil d'approuver la résolution suivante, adoptée par le conseil municipal du comté de Temiscouata, à sa session générale tenue le douze décembre dernier (12 décembre 1900), savoir :

Que cette partie de la seigneurie de Madawaska, située à l'est du Lac Temiscouata, généralement connue sous le nom de "Seigneurie Murchie", sur une profondeur d'environ six milles, et renfermée dans les bornes suivantes, savoir : à l'ouest, au Lac Temiscouata, à l'est aux Terres de la Couronne, au nord partie au Lac Temiscouata et partie à la rive sud-est de la rivière et des Lacs Touladi jusqu'à l'arrière ligne de la seigneurie Madawaska, et au sud à une ligne parallèle et contigue à cette ligne qui serait la continuation ou le prolongement de celle qui sépare le premier rang de la paroisse de Notre-Dame du Lac, du premier rang de la paroisse de Sainte-Rose du Dégel, soit annexée pour les fins municipales à la municipalité de la paroisse de Notre-Dame du Lac, qui contient une population de trois cents âmes et plus, et qui est entièrement située dans le comté de Temiscouata, et que les frais résultant de cette annexion soient payés par tous les contribuables qui feront partie de la susdite municipalité de la paroisse de Notre-Dame du Lac, après que la présente annexion aura été complétée.

Donné à Cacouna, ce 31e jour de juillet mil neuf cent un.

3153 F. A. TALBOT,
Secrétaire-trésorier.

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur pour obtenir une charte d'incorporation en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, sous le nom et dans le but ci-après mentionnés :

1° Le nom proposé de la compagnie sera "Sainte-Agathe Boating Club."

2° La principale place d'affaires sera dans le village de Sainte-Agathe des Monts.

3° Le fonds social de la dite compagnie sera de trois mille piastres (\$3,000), divisé en soixante actions de cinquante piastres chacune.

L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est : de construire et établir un club de chaloupes dans le village et paroisse de Sainte-Agathe des Monts, dans le comté de Terrebonne, et de posséder et tenir des terrains pour amusements et jeu de quilles, etc., en rapport avec le dit club de chaloupes.

Les noms au long, résidence et profession des requérants sont : Honorable juge Charles Doherty, J. C. S. ; Raymond Préfontaine, C. R. et maire de Montréal ; R. Wilson Smith, courtier ; Alfred

Majorique de Grantham comprising a territory of about 13,728 acres in superficies.

That by an order in council of the 13th July instant (1901), His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec has been pleased to approve the said resolution of the council of the county of Drummond, adopted the twelfth June last (1901), erecting the said local municipality of the parish of Saint Majorique de Grantham, in the county of Drummond, the whole in conformity to articles 32 and 41 of the municipal code.

Given at Drummondville, this twenty-second July, one thousand nine hundred and one.

3156 J. T. CAYA,
Sec.-treas., M. C. C. of Drummond.

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF TEMISCOUATA.

Public notice is hereby given to the parties interested that on the twenty-third day of July instant (23rd July, 1901), the Lieutenant Governor in council has been pleased to approve the following resolution, adopted by the municipal council of the county of Temiscouata, at its general meeting held on the twelfth of December last (12th December 1900), to wit :

That, that part of the seigniorie of Madawaska, situated to the east of Lake Temiscouata, generally known under the name of the "seigniorie Murchie", with a depth of about six miles, and bounded as follows, to wit : on the west by Lake Temiscouata, on the east by Crown Lands, on the north partly by Lake Temiscouata, and partly by the south east shore of the river and the Touladi Lakes as far as the rear line of the seigniorie Madawaska, and on the south by a line parallel to and adjoining to this line which shall to the continuation or prolongation of the one which separates the first range of the parish of Notre Dame du Lac, from the first range of the parish of Sainte Rose du Dégel, be annexed for all municipal purposes to the municipality of the parish of Notre Dame du Lac, which contains a population of three hundred souls and over, and which is situated entirely in the county of Temiscouata, and that the costs of such annexation be paid by all the tax-payers who shall belong to the above named municipality of the parish of Notre Dame du Lac, after the present annexation shall be completed.

Given at Cacouna, this 31st day of July, one thousand nine hundred and one.

3154 F. A. TALBOT,
Secretary treasurer.

"Public notice is hereby given that application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor for a charter of incorporation under the provisions of the joint stock companies incorporation act, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, under the name and for the purpose hereinafter mentioned :

1. The proposed name of the company is the "Sainte Agathe Boating Club."

2. The chief place of business shall be in the village of Sainte Agathe des Monts;

3. The capital stock of said company shall be three thousand dollars (\$3,000), divided into sixty shares of fifty dollars each.

The object for which the incorporation is sought is to build and establish a Boating Club in the village and parish of Sainte Agathe des Monts, in the county of Terrebonne, and to have and to hold play grounds and bowling allies, &c., in connection with the said Boating Club.

The names in full, calling and address of the applicants are : Honorable justice Charles Doherty, J. S. C. ; Raymond Préfontaine, K. C. and mayor of Montreal ; R. Wilson Smith, broker ; Alfred

Baumgarten, manufacturier ; Octavien Rolland, jr., marchand ; James Walker, jr., marchand ; Alphonse Raza, architecte, tous de Montréal.

ARCHER & PERRON,

Procureurs des requérants.

Montréal, 1er août 1901.

3161

Baumgarten, manufacturer ; Octavien Rolland, jr., merchant ; James Walker, jr., merchant ; Alphonse Raza, architect, all of Montreal.

ARCHER & PERRON,

Attorneys for applicants.

Montreal, 1st August 1901.

3162

Avis de Faillites

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Québec.

Dans l'affaire de "Au Grand Bazar" George Brown, de Québec, marchand, Failli.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de l'honorable juge sir L. N. Casault, en date du trentième jour de juillet (1901), les soussignés ont été nommés curateurs conjoints.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations, dûment attestées sous serment, dans un délai de trente jours de cette date.

GEO. LEFAIVRE,

LEONCE E. TASCHEREAU,

Curateurs conjoints.

Bureau : 48, rue Saint-Pierre,

Québec, 30 juillet 1901.

3165

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Québec. }
No. 89.

In re J. A. Fecteau, de Québec, marchand,

Failli.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de cette cour, en date du 26 juillet 1901, j'ai été nommé curateur aux biens du failli.

Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations à mon bureau, 119, rue Saint-Pierre, Québec, sous trente jours de cette date.

A. FAUCHER,

Curateur.

3147

Québec, 26 juillet 1901.

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Québec.

In re Alfred Lamontagne, de Québec, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 20 d'août 1901, après laquelle date les collocations seront payables à mon bureau, 119, rue Saint-Pierre, Québec.

A. FAUCHER,

Curateur.

3149

Québec, 31 juillet 1901.

Bankrupt Notices

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Quebec.

In the matter of "Au Grand Bazar" George Brown, of Quebec, merchant, Insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Honorable judge sir L. N. Casault, under date of the thirtieth day of July, 1901, the undersigned have been appointed joint curators.

The creditors of the said insolvent are required to produce their claims, duly attested under oath, with a delay of thirty days of this date.

GEO. LEFAIVRE,

LEONCE E. TASCHEREAU,

Joint curators.

Office : 48, Saint Peter street.

Quebec, 30th July, 1901.

3066

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Quebec. }
No. 89.

In re J. A. Fecteau, of Quebec, merchant,

Insolvent.

Notice is hereby given in pursuant of a judgment of this court, on the 26th day of July, 1901, I have been appointed curator in this matter.

The creditors are hereby notified to file their claims at my office, 119, Saint Peter street, Quebec, within thirty days.

A. FAUCHER,

Curator.

3148

Quebec, 26th July, 1901.

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Quebec.

In re Alfred Lamontagne, of Quebec, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 20th of August, 1901, after which date dividends will be payable at my office, 119, Saint Peter street, Quebec.

A. FAUCHER,

Curator.

3150

Quebec, 31st July, 1901.

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 31

ANNONCEURS : — Avis aux : — Concernant avis, etc., 1627.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE SPÉCIALE DE LA : — Chateauguay and Northern Railway Coy, 1637.

AVIS : — Assemblée annuelle de la Eustis Mining Coy, 1633.

AVIS AUX SECRÉTAIRES-TRESORIERES, 1627.

BILLS PRIVÉS, P. Q. : — Avis au sujet des : — Assemblée législative, 1631 ; Conseil législatif, 1630.

EXAMEN DES CANDIDATS pour licence de mesureurs de bois, 1630.

FAILLIS : — Au Grand Bazar, 1654 ; Dionne & Cie, 1639 ; Dme Lelièvre, 1639 ; Fecteau, 1654 ; Gagnon, 1639 ; Grenier, 1638 ; Lamontagne, 1654 ; Lepage & Cie, 1638 ; Manning, 1638 ; Soucy, 1639 ; Thauvette, 1639 ; Veuilleux, 1639.

LETRES PATENTES, DEMANDES DE : — Sainte-Agathe Boating Club, 1653 ; The Strathcona Rubber Coy, 1636 ; The Three Rivers, gas, heating and power Coy, 1635.

LETRES PATENTES REMISES : — G. H. Harrower Coy, 1629.

LICITATION : — Dagenais vs Dme Guerin et vir, 1640.

NOMINATIONS : — Conseiller municipal : — Saint-Thomas d'Aquin, 1651.
Coroner : — District de Saint-Hyacinthe, 1628.
Juges de Paix : — Districts d'Arthabaska, 1628 ; Bedford, 1628 ; Montmagny, 1628 ; Terrebonne, 1628 ; Trois-Rivières, 1628.

PROCLAMATION : — Convocation des Chambres, 1627.

RATIFICATION : — La corporation du village de Dorion et Leroux et al, 1640.

RÉSOLUTIONS : — Annexer au village Deschaillons partie de la paroisse de Saint-Jean-Deschaillons, 1637 ; Du conseil municipal du comté de Temiscouata, 1653 ; Du conseil municipal du comté de Drummond, 1652 ; Du conseil municipal du comté du Lac Saint-Jean No 2, 1652.

SÉPARATIONS DE BIENS : — Dmes Blondin vs Boucher, 1634 ; Desrosiers vs Leveillé, 1634 ; Gauthier vs Charland, 1634 ; Latreille vs Roy, 1634 ; Martel vs Carreau, 1634 ; Nicholson vs Whitehead, 1635 ; Poudrette vs Bourgeois, 1635 ; Tousignan vs Tellier, 1634.

TATIF des annonces de la Gazette Officielle de Québec, 1627.

FERRERES DE LA COUROSNE : — Avis de cancellation, etc : — Cantons Doncaster, 1629 ; Howard, 1629 ; Humqui, 1651 ; Lepage, 1652 ; Morin, 1629 ; Watford, 1651.

VENTES PAR LES SHERIFS :

BEAUCE : — Tanguay vs Tanguay, 1641.

BEDFORD : — Craig & Crogsdill vs Ashton & Taylor, 1642 ; Craig & Crogsdill vs Yong & Achton, 1642.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 31

ADVERTISERS : — Notice to : — Respecting notices &c, 1627.

GENERAL SPECIAL MEETING OF THE : — Chateauguay and Northern Railway Coy, 1637.

NOTICE : — Annual meeting of the Eustis Mining Coy, 1633.

NOTICE to secretary-treasurers, 1627.

PRIVATE BILLS, P. Q. : — Notices Respecting the : — Legislative Assembly, 1631 ; Legislative Council, 1630.

EXAMINATION OF CANDIDATES for license as lumber cullers, 1630.

INSOLVENTS : — Au grand Bazar, 1654 ; Dionne & Co., 1639 ; Dme Lelièvre, 1639 ; Fecteau, 1654 ; Gagnon, 1639 ; Grenier, 1638 ; Lamontagne, 1654 ; Lepage & Co., 1638 ; Manning, 1638 ; Soucy, 1639 ; Thauvette, 1639 ; Veuilleux, 1639.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR : — Sainte Agathe Boating Club, 1653 ; The Strathcona Rubber Coy, 1636 ; The Three Rivers gas, heating and power Coy, 1635.

LETTERS PATENT GRANTED : — G. H. Harrower Coy, 1629.

LICITATION : — Dagenais vs Dme Guerin et vir, 1640.

APPOINTMENTS : — Municipal councillor : — Saint Thomas d'Aquin, 1651.
Coroner : — District de Saint Hyacinth, 1628.
Justices of the peace : — Districts of Arthabaska, 1628 ; Bedford, 1628 ; Montmagny, 1628 ; Terrebonne, 1628 ; Three Rivers, 1628.

PROCLAMATION : — Parliament convoked, 1627.

RATIFICATION : — The corporation of the village of Dorion and Leroux et al, 1640.

RESOLUTIONS : — To annex to the village Deschaillons part of the parish of Saint Jean Deschaillons, 1637 ; From the municipal council of the county of Temiscouata, 1653 ; From the municipal council of the county of Drummond, 1652 ; From the municipal council of the county of Lake Saint John No. 2, 1652.

SEPARATIONS AS TO PROPERTY : — Dmes Blondin vs Boucher, 1634 ; Desrosiers vs Leveillé, 1634 ; Gauthier vs Charland, 1634 ; Latreille vs Roy, 1634 ; Martel vs Carreau, 1634 ; Nicholson vs Whitehead, 1635 ; Poudrette vs Bourgeois, 1635 ; Tousignan vs Tellier, 1634.

TARIFF of advertizements in the Quebec Official Gazette, 1627.

CROWN LANDS : — Notice of cancellation, etc : — Townships Doncaster, 1629 ; Howard, 1629 ; Humqui, 1651 ; Lepage, 1652 ; Morin, 1629 ; Watford, 1651.

SHERIFF'S SALES :

BEAUCE : — Tanguay vs Tanguay, 1641.

BEDFORD : — Craig & Crogsdill vs Ashton & Taylor, 1642 ; Craig & Crogsdill vs Yong & Achton, 1642.

KAMOURASKA :—Gaudreau vs Dme Têtu *et vir*, 1642.

MONTREAL :—Armstrong vs The Montreal and Sorel Railway Coy., 1645 ; Dme Durand vs Roy, 1644 ; Dme Pepin vs Normandin *ès-qual*, 1647 ; Gernon vs Cardinal, 1643 ; Picotte vs Marotte, 1644 ; The Montreal Loan and Mortgage Coy vs Dme O'Farrell, 1645 ; The Montreal Loan and Mortgage Coy vs Dme McVey *et al*, 1643.

PONTIAC :—Dme Perrault vs Spencer, 1648 ; Sheppard *et uxor* vs Farrell, 1648.

OTTAWA :—Roy vs Desrochers, 1648.

QUÉBEC :—Demers vs Dme Dufresne, 1649 ; La cité de Québec vs Auclair, 1649 ; La cité de Québec vs Moisan, 1649 ; La cité de Québec vs Pageau, 1649 ; Les commissaires d'écoles de la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette vs Reid, 1650.

SAINT-FRANÇOIS :—Hill vs Lefebvre *et al*, 1650.

SAINT-HYACINTHE :—Martel vs Lebeau, 1651.

KAMOURASKA :—Gaudreau vs Dme Têtu *et vir*, 1642.

MONTREAL :—Armstrong vs The Montreal and Sorel Railway Coy., 1645 ; Dme Durand vs Roy, 1644 ; Dme Pepin vs Normandin *ès-qual*, 1647 ; Germon vs Cardinal, 1643 ; Picotte vs Marotte, 1644 ; The Montreal Loan and Mortgage Coy vs Dme O'Farrell, 1645 ; The Montreal Loan and Mortgage Coy vs Dme McVey *et al*, 1643.

PONTIAC :—Dme Perrault vs Spencer, 1648 ; Sheppard *et uxor* vs Farrell, 1648.

OTTAWA :—Roy vs Desrochers, 1648.

QUÉBEC :—Demers vs Dme Dufresne, 1649 ; The city of Quebec vs Auclair, 1649 ; The city of Quebec vs Moisan, 1649 ; The city of Quebec vs Pageau, 1649 ; The school commissioners of the municipality of the parish of Saint Ambroise de la Jeune Lorette vs Reid, 1650.

SAINT FRANCIS :—Hill vs Lefebvre *et al*, 1650.

SAINT HYACINTH :—Martel vs Lebeau, 1651.